

# Investir sur les agriculteurs pauvres : une stratégie porteuse

## Repenser la manière d'investir dans l'agriculture

**Pendant des décennies, la faiblesse des investissements publics dans l'agriculture a laissé les agriculteurs extrêmement vulnérables face à l'instabilité des prix, aux crises climatiques et économiques, et sans moyen pour sortir de la pauvreté. Les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent concevoir le soutien à l'agriculture comme partie intégrante de la solution à long terme aux crises alimentaires, financières et climatiques. Seul un engagement fort des Etats à investir davantage et plus judicieusement dans l'agriculture pourra améliorer la croissance agricole mondiale et les moyens de subsistance ruraux pour ainsi réduire la pauvreté. Ces investissements doivent profiter avant tout aux populations pauvres oubliées qui vivent dans des zones marginalisées et s'adapter au contexte local. Ils doivent promouvoir des moyens de subsistance ruraux durables qui profiteront autant aux hommes qu'aux femmes.**

# Résumé<sup>1</sup>

En juillet 2008, les prix mondiaux des produits alimentaires ont atteint leur plus haut niveau depuis le début des années 1970. Les aliments disponibles dans les épiceries sont devenus inaccessibles, provoquant des émeutes. Au total, cent millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées au nombre des êtres humains ne mangeant pas à leur faim, élevant le nombre total à presque un milliard à l'échelle mondiale. Et ce nombre pourrait encore augmenter car les prix des produits alimentaires sont restés à un niveau élevé et continuent à augmenter sur de nombreux marchés locaux.

Et pourtant, au 20<sup>e</sup> siècle, la productivité agricole a connu une croissance sans précédent. Les moteurs de cette croissance ont été les forts investissements des gouvernements dans la recherche et le développement (R&D) agricoles et dans les secteurs associés.<sup>2</sup> Les résultats de ces politiques ont été particulièrement visibles dans les « révolutions vertes » du riz et du blé, en Asie durant les années 1960 et 1970. Au cours de cette période, la production de riz a augmenté de 32 pour cent et celle de blé de 51 pour cent. Si ces progrès n'avaient pas eu lieu, les déficits alimentaires dans le monde à l'heure actuelle seraient bien plus importants.<sup>3</sup> Mais ces gains se sont accompagnés de pertes concomitantes pour l'environnement et la santé humaine, d'une inégalité accrue en milieu rural et de solutions insuffisantes pour l'établissement de meilleurs cadres d'orientation pour la sécurité foncière, les mesures de réglementation du travail et leur mise en application et l'autonomisation des femmes.

L'ironie, c'est que ces succès ont contribué à la confiance générale concernant l'offre alimentaire mondiale, alors même que de nombreuses personnes tombaient dans le dénuement.<sup>4</sup>

Cette foi a entraîné durant des dizaines d'années des investissements très limités dans l'agriculture dans les pays en développement. L'aptitude des agriculteurs à faire face à l'instabilité des prix, aux chocs climatiques et économiques, ou à sortir de la pauvreté a été dramatiquement réduite. Or, de leur côté, les pays riches n'ont pas ignoré leurs propres secteurs agricoles. Entre 1986 et 2007, les États-Unis et l'Union européenne (EU) ont en moyenne investi respectivement 17.765 et 7.614 dollars US par an et par exploitation agricole contre 1,01 dollars US (États-Unis) et 2,46 dollars US (UE) investis dans les petites exploitations des pays pauvres durant presque la même période.<sup>5</sup> Un montant ridicule ! Et quand bien même des investissements ont eu lieu, leur montant a été insuffisant, leur portée inadéquate et leur distribution inégale. Au final, ils n'ont pas permis de satisfaire les besoins de nombreuses communautés agricoles, en particulier ceux des petits propriétaires, des femmes et des ouvriers agricoles des zones marginalisées.

Le Rapport mondial sur le développement humain de 2008 a ranimé l'intérêt pour l'agriculture en tant qu'élément central des stratégies de

réduction de la pauvreté et de la faim. En conséquence, les investissements de tous les bailleurs de fonds ont augmenté de presque 25 pour cent, passant de 3,8 milliards de dollars US en 2006 à 5 milliards en 2007.<sup>6</sup> La crise alimentaire de 2008 a ensuite attiré l'attention publique sur la crise de l'agriculture. Les bailleurs bilatéraux et multilatéraux sont alors intervenus, de manière rapide mais insuffisante. Cette action fut rapidement éclipsée par l'impact de la crise financière mondiale, de la récession qui a suivi et de la réponse qui leur a été apportée. Les banques et autres organismes de crédit accaparaient déjà toute l'attention et accentuaient un peu plus les effets de la crise alimentaire.

Depuis janvier 2009, au moins 8 700 milliards de dollars US ont été injectés dans le secteur financier mondial afin de relancer les flux commerciaux et de crédit<sup>7</sup>. La communauté des bailleurs de fonds compte ses sous alors que les gouvernements nationaux voient leurs revenus diminuer, au risque de gommer tous les gains obtenus au cours des dernières décennies en faveur de la réduction de la pauvreté. Dans le pire des scénarios, le chômage au niveau mondial pourrait toucher 231 millions de personnes et 53 millions de plus pourraient se retrouver prises au piège de la pauvreté, survivant avec moins de 2 dollars US par jour.<sup>8</sup> Les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent comprendre que les investissements dans l'agriculture sont une solution à long terme aux crises alimentaire, financières et climatique. Dans les pays pauvres dont l'économie dépend de l'agriculture, la croissance agricole et son corolaire de fort besoin de main-d'œuvre, de produits et de services ruraux permettraient de réduire la pauvreté.

La croissance agricole mondiale et les moyens de subsistance des populations rurales ne peuvent être améliorés et la pauvreté ne peut être réduite sans un investissement public adéquat, tant sur les montants que sur la destination, notamment dans les domaines de la recherche et du développement agricoles, du développement rural et des secteurs associés : éducation, infrastructures, santé et environnement. Face à la faible rentabilité des investissements dans ces domaines, et donc du peu d'intérêt des investisseurs du secteur privé, le secteur public et le secteur non-lucratif doivent jouer un rôle plus important. Les impacts de tels investissements en terme de réduction de la pauvreté, et non en simple terme de rentabilité financière, en font une stratégie payante.

Un financement important et prévisible, sur le long-terme, du développement agricole est d'une importance cruciale. L'agriculture est un secteur diversifié et dynamique. Face à l'extrême diversité des situations, un modèle de développement « unique » ne sera pas efficace. Les investissements agricoles doivent être adaptés aux conditions et aux acteurs en présence dans des zones différentes. Tout comme il n'y a pas de technologie unique fonctionnant partout, la technologie elle-même n'est qu'un élément de la réponse. Pour lutter contre la pauvreté, des investissements doivent être réalisés dans l'agriculture et dans les secteurs associés qui la soutiennent, mais également au-delà du seul secteur agricole.

Il est aussi important de déterminer les lieux et les personnes auxquels sont destinés les investissements. Les investissements agricoles doivent atteindre ceux qui n'ont pas profité des gains de productivité du siècle dernier – soit, selon les estimations, les deux tiers des agriculteurs des pays à revenu faible et intermédiaire. Des populations qui vivent dans des environnements sujets aux risques ou dans des lieux isolés, ou les deux, et pour lesquels il existe peu d'opportunités de travail non agricoles. Du fait de leur exclusion physique, sociale et politique, ces zones présentent une pauvreté plus prévalente. Les migrations entraînées par ces conditions de vie désespérées exacerbent les problèmes sociaux, en particulier pour les femmes. La précarité du travail et les problèmes liés aux droits fonciers alimentent un peu plus l'économie informelle. Les femmes restées dans les exploitations agricoles n'ont pas toujours le temps, les biens ni le capital social nécessaires pour développer des activités agricoles productives. Ainsi, un investissement assurant un traitement équitable des femmes et des hommes est fondamental.

Les agriculteurs vivant dans des zones marginalisées se trouvent aussi sur les terres les plus dégradées et doivent souvent porter le fardeau de la conservation de la biodiversité et de la gestion de certains des sols les plus fragiles au monde. Ils sont donc des alliés cruciaux dans la lutte contre le changement climatique. Pour aborder la conservation des ressources dans une optique de long terme, il faudrait passer d'une approche purement technologique à un modèle axé sur l'environnement. Au lieu de se concentrer seulement sur l'augmentation des rendements, les investissements doivent également chercher à promouvoir la durabilité environnementale.

Les investissements dans l'agriculture doivent être dirigés vers les personnes. La capitalisation des connaissances des populations, en particulier des femmes, dans les zones rurales et le soutien à des méthodes agricoles durables sur le plan environnemental grâce à une conception participative doivent être la priorité. En termes opérationnels, les investissements doivent être impulsés par la demande, mais aussi englober une combinaison des éléments suivants : recherche scientifique de pointe, modèles de développement et de diffusion des technologies peu coûteuses et impulsées par les agriculteurs, expansion de la chaîne de valeur, y compris l'autonomisation des parties prenantes et instruments permettant une meilleure gestion des risques. Les producteurs et les ouvriers ont besoin d'une protection et d'une mise en application de base de leurs droits du travail. Les gouvernements doivent aider les détaillants et les employeurs à créer un environnement plus inclusif.

La finalité des investissements doit être la réduction de la pauvreté et, la promotion de la durabilité environnementale. Les femmes et les communautés rurales doivent enfin avoir les moyens de développer des moyens de subsistance ruraux durables. Les indicateurs de succès pour les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent être mesurés sur ces seuls critères.

## Oxfam recommande aux bailleurs de fonds, aux gouvernements nationaux et aux investisseurs privés de :

- 1. Placer l'agriculture au centre de leurs préoccupations.** Pour réduire la pauvreté, l'agriculture doit redevenir une priorité absolue pour les gouvernements et les bailleurs de fonds.
- 2. Investir davantage et plus judicieusement.** Les investissements dans l'agriculture doivent être plus importants que ceux initialement prévus. Ils doivent être prévisibles, transparents, non conditionnés, canalisés à travers le soutien budgétaire et complétés par des financements destinés aux groupes de la société civile, pour qu'ils jouent leur rôle de « sentinelle » des gouvernements voire celui de prestataires de services.
- 3. Reconnaître la diversité des environnements et des investissements qui y sont liés.** Les investissements dans l'agriculture et la recherche agricole pour les zones marginalisées doivent être participatifs, déterminés par la demande et réalisés en tenant compte de la spécificité de l'environnement où ils sont réalisés.

## Oxfam recommande que les gouvernements, avec l'aide des bailleurs de fonds, fassent tout pour :

- 1. Comblent l'espace laissé par le secteur privé.** Étant donné que les investisseurs du secteur privé estiment peu rentable d'investir dans des zones marginales, le secteur public et le secteur non-lucratif doivent y jouer un rôle renforcé.
- 2. Renforcer durablement les conditions de vie des populations rurales.** Les investissements publics dans l'agriculture sont primordiaux. Mais ils doivent s'accompagner d'investissements ruraux non agricoles, tels que les infrastructures ou encore l'éducation et les soins de santé, afin d'avoir un impact maximum sur la productivité et, *in fine*, sur la réduction de la pauvreté.
- 3. Investir dans les zones marginales.** Les investissements agricoles doivent profiter à ceux qui n'en ont pas bénéficié : selon certaines estimations, 66 pour cent des pauvres en milieu rural seraient concernés. Une stratégie qui mettrait exclusivement l'accent sur les investissements agricoles dans des zones privilégiées serait contre-productive, et ce particulièrement dans les pays qui disposent de peu de terres à fort potentiel.
- 4. Soutenir des technologies adaptées.** Il est nécessaire d'investir dans le développement de technologies nécessitant peu d'intervention externe et qui permettent de préserver les ressources, de réduire la dépendance à l'égard des intrants et de renforcer l'autonomisation des agriculteurs dans les zones marginales et privilégiées.
- 5. Reconnaître qu'il n'y a pas de « solution miracle ».** Tout comme il n'existe pas de technologie unique, qui puisse fonctionner partout, la technologie elle-même n'est qu'un élément de la solution. Les investissements doivent également concerner les secteurs autres qu'agricole afin de fournir des filets de sécurité aux populations les

plus vulnérables face aux chocs climatiques ou ceux liés au marché.

**6. Soutenir les agriculteurs et leurs communautés** pour qu'ils puissent participer à l'identification de leurs propres besoins et des investissements les mieux adaptés. Et renforcer les capacités de leurs organisations pour qu'elles puissent entreprendre des actions collectives afin de négocier de meilleurs prix et l'accès à de meilleurs services pour qu'*in fine*, les agriculteurs parviennent à autofinancer certaines priorités de développement.

**7. Considérer les personnes comme la principale ressource à développer.** Le seul apport d'une meilleure technologie ne suffira pas à éliminer la faim ou à améliorer la sécurité alimentaire. Les investissements dans des technologies agricoles efficaces dans les zones marginalisées requièrent des investissements considérables de la part des agriculteurs eux-mêmes. La plupart des nouvelles technologies prometteuses requièrent beaucoup de connaissances. Leur adoption et leur impact dépendent de l'éducation des agriculteurs en dehors de la scolarisation formelle, comme lors de formation professionnelle.

**8. Renforcer les droits du travail.** Les ouvriers agricoles salariés ont besoin d'une législation qui puisse être appliquée et qui garantisse une meilleure protection des travailleurs, des salaires minimum, des retraites et un accès aux soins de santé.

**9. Investir dans les besoins des femmes.** Les femmes représentent la clé de voûte de la sécurité alimentaire. Les investissements dans l'agriculture doivent impliquer les femmes et aborder leurs besoins dans l'agriculture et les secteurs associés. Leur accès aux intrants et aux services financiers doit être amélioré afin de soutenir leurs initiatives.

Tout en haut des coteaux andins du Pérou, José González Condo, éleveur d'alpagas à Chinosiri – à 4.900 m au-dessus du niveau de la mer – n'a pas assez d'argent pour nourrir et abriter son troupeau d'alpagas. Aissa Tenin Sidibe, mère et cultivatrice de coton dans les champs poussiéreux de Bougouni, dans le sud du Mali, a du mal à se procurer de l'engrais pour ses cultures et à mener son travail en plus de s'occuper de sa famille. Alami Bera et son mari cultivent le blé et le tef dans le district éthiopien de Bacho et craignent de ne pas pouvoir nourrir leur huit enfants. 3.200 km plus au sud, au Zimbabwe, la famille de Beatrice Masuhu est confrontée à des défis similaires, à savoir des pluies insuffisantes et un accès limité aux semences pour des denrées de base comme le sorgho et le millet. Et sur un autre continent, au Cambodge, Rort Kea s'efforce de gagner sa vie en cultivant le riz.

Qu'ont en commun tous ces paysans ? Sur la base des caractéristiques de leurs environnements agricoles, de leurs coutumes et des biens dont ils disposent, pas grand-chose. Mais une chose est sûre : ils dépendent tous de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance, lesquels sont de plus en plus précaires à cause des menaces liées aux changements climatiques, des récentes crises alimentaire et financière et de la diminution des investissements dans l'agriculture. Pourquoi ? Ils vivent dans des environnements agricoles marginalisés, divers et hostiles. Il est donc difficile d'y accéder et ils présentent des besoins différents qui s'avèrent souvent sans grand intérêt économique pour les bailleurs de fonds et le secteur privé. Nulle intervention unique ne saurait les aider tous. Mais la réduction de la pauvreté, l'atténuation des effets des changements climatiques et le renforcement de la résilience aux chocs climatiques et des marchés supposent l'autonomisation de ces paysans et de leurs communautés respectives pour qu'ils soient en mesure d'identifier les investissements qui satisferont le mieux leurs besoins. Pour ce faire, il faudra toutefois des engagements sérieux de la part des bailleurs de fonds, des gouvernements nationaux, du secteur privé et des paysans eux-mêmes pour qu'ils investissent plus, et plus judicieusement, dans l'agriculture.

Avec comme toile de fond trois crises mondiales, il ne sera pas facile de faire en sorte que l'agriculture et le développement rural fassent l'objet d'attention et reçoivent un financement, en particulier du fait que le secteur financier monopolise toute l'attention. Malgré les tentatives en vue de constituer une intervention mondiale coordonnée pour résoudre la crise alimentaire, comme la création du Groupe de travail de haut niveau de l'ONU (UNHLPF), le Sommet de Rome de 2008 et celui de Madrid en 2009 et la réunion des ministres de l'Agriculture du G8, la communauté mondiale est loin d'avoir pris les mesures nécessaires. Alors que la société AIG a empoché 85 milliards de dollars US dans le cadre du plan de sauvetage lancé par les États-Unis,<sup>9</sup> des pays comme l'Érythrée, la Jamaïque, Panama et les Philippines ont reçu, à eux tous, un total de 2,7 millions de dollars US de la part des États-Unis en Aide officielle au développement (AOD) destinée à l'agriculture entre 2002 et 2007.<sup>10</sup>

Les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent mettre fin à la pratique consistant à simplement réagir aux crises et commencer à effectuer des investissements solides qui s'attaquent de manière complète aux crises alimentaire, financière et climatique. Il est primordial d'engager un « acompte » dans l'avenir des populations rurales pauvres. Pour des raisons morales ainsi qu'économiques, les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent en faire leur priorité absolue. L'investissement dans l'agriculture dans les économies basées sur l'agriculture se rentabilise tout seul puisqu'il réduit la pauvreté. Les investissements dans l'agriculture doivent être non seulement déterminés par la demande, mais aussi développés et évalués sur la base de leur aptitude à assurer la durabilité environnementale, à réduire les iniquités entre les hommes et les femmes et à promouvoir l'autonomisation. Chacun de ces éléments est fondamental pour parvenir à réduire la pauvreté. Le présent document illustre les défis en présence et propose des options pour les relever, offrant donc une plate-forme pour l'investissement public dans l'agriculture. Si l'on ne repense pas la manière d'investir et ceux qui doivent bénéficier des investissements, la réduction de la pauvreté deviendra un but toujours distant, si ce n'est inaccessible. Ce document :

1. présente les raisons pour lesquelles il est crucial d'investir dans l'agriculture pour réduire la pauvreté
2. met en évidence les tendances des investissements agricoles au cours des trente dernières années
3. démontre que les investissements publics sont essentiels pour combler le vide laissé par le secteur privé afin de pourvoir aux besoins de la société
4. situe et décrit les conditions des personnes pauvres qui n'ont pas bénéficié de la croissance agricole
5. décrit les options quant aux manières d'investir dans ces personnes et présente les défis en présence, ainsi que des recommandations en vue de lutter contre les iniquités sociales dans l'agriculture de haute valeur
6. suggère des options pour des investissements futurs qui permettront de construire des moyens de subsistance ruraux durables.  
De plus, les gouvernements, riches et pauvres, doivent créer les environnements adaptés porteurs pour réduire la pauvreté à travers des politiques justes et appropriées en matière de prix, de réglementation, d'échanges commerciaux et d'agriculture. Ces questions ne sont pas, toutefois, traitées ici.



## 2 L'agriculture est essentielle pour la réduction de la pauvreté

La raison la plus convaincante pour laquelle les gouvernements devraient investir dans l'agriculture est le fait qu'elle peut réduire la pauvreté. Soixante-quinze pour cent des « pauvres en dollars » travaillent et vivent dans des zones rurales ; selon les projections, plus de 65 pour cent continueront à le faire jusqu'en 2025.<sup>11</sup> Les ventes et les exportations de l'agriculture constituent la principale source de revenus pour de nombreux pays pauvres et, dans certains cas, plus de 40 pour cent du produit intérieur brut.

L'investissement dans l'agriculture aboutit à une croissance de base large. Activité requérant beaucoup de main-d'œuvre, l'agriculture a la capacité de tirer parti de la main-d'œuvre sous-utilisée, comme les ouvriers ruraux sans terres et les paysans qui possèdent trop peu de terres pour pouvoir gagner leur vie. La croissance agricole réduit les prix des produits alimentaires et a un effet multiplicateur dans les économies locales ; elle finit par mener à des salaires ruraux plus élevés et à des marchés ruraux dynamiques où les paysans et les ouvriers dépensent leurs revenus. Plusieurs études montrent qu'en Éthiopie, au Ghana, au Rwanda, en Ouganda et en Zambie, lorsque les petits cultivateurs produisent plus de denrées alimentaires de base comme les céréales, les racines comestibles, les tubercules, les légumineuses, les cultures oléagineuses et le bétail et qu'ils les commercialisent sur les marchés locaux, une croissance équitable est plus vraisemblable. Au Rwanda, une croissance d'un pour cent du produit intérieur brut (PIB), impulsée par la production accrue de cultures de base et de bétail, a eu un effet plus important sur la réduction de la pauvreté que le même taux de croissance généré par des cultures d'exportation ou le secteur non agricoles.<sup>12</sup> Des analyses approfondies menées sur plusieurs pays ont montré que les revenus parmi les ménages les plus pauvres augmentent beaucoup plus avec chaque augmentation d'un pour cent du PIB agricole – contre le PIB non agricole.<sup>13</sup>

L'investissement dans la recherche et le développement (R&D) agricole a donné lieu à des avantages sociaux considérables<sup>14</sup> et a stimulé une croissance plus considérable dans le PIB agricole que les autres formes de dépenses publiques.<sup>15</sup> Si l'on examine les assignations de dépenses publiques par secteur en Chine, en Inde, en Thaïlande et en Ouganda, les investissements dans la R&D agricole ont abouti à l'un des deux plus importants impacts sur la réduction de la pauvreté dans chaque cas ; l'éducation et les infrastructures étaient les autres « gagnants ».<sup>16</sup>

Sur la base de principes économiques, il y a des arguments solides en faveur des investissements publics, et pas seulement privés, dans l'agriculture. Par rapport aux autres industries, le secteur agricole est doté de nombreux producteurs géographiquement dispersés. L'innovation est incertaine – ce sont beaucoup de dollars qui doivent être investis et beaucoup d'options qui doivent être tentées avant

qu'une d'entre elles ne porte ses fruits. La plupart des investisseurs privés ne sont pas disposés à effectuer un investissement risqué dont la période de retour peut couvrir plusieurs dizaines d'années. Les investissements publics doivent compenser ce manque afin de pourvoir aux besoins de la société.<sup>17</sup>

Si aucun pays n'a été en mesure de se développer sans croissance dans le secteur agricole, certains analystes soutiennent que la croissance impulsée par l'agriculture pourrait ne plus fonctionner comme une stratégie de développement et suggèrent que c'est plutôt la libéralisation commerciale et l'investissement étranger direct qui peuvent donner lieu à de meilleurs débouchés. Certains affirment que les liens entre l'agriculture et les autres secteurs se sont affaiblis, que les meilleurs progrès technologiques ont tous été exploités et que les paysans dépendent de plus en plus de sources de revenus non agricoles ; ils maintiennent donc que les agriculteurs pauvres feraient « mieux de rendre les houes ».<sup>18</sup> Or, de nombreux pays pauvres ne possèdent pas de moteur de croissance viable basé sur l'industrie. La diversification des revenus est chose courante de par le monde, mais n'indique pas en soi que les paysans ont abandonné l'agriculture ; et l'émigration en masse sans demande suffisante de main-d'œuvre ne fera qu'exacerber la pauvreté urbaine.<sup>19</sup> Ainsi, les arguments sont irréfutables : dans les pays dont les habitants dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance, les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent investir dans l'agriculture pour réduire la pauvreté.

## 3 Des dépenses publiques sur la pente savonneuse

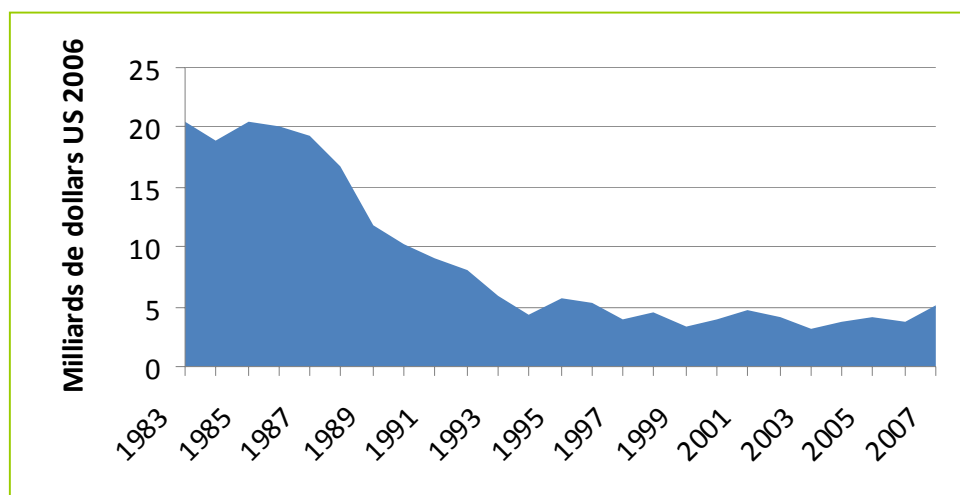
Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, il s'est produit une croissance sans précédent de la productivité agricole, impulsée par l'engagement des gouvernements en faveur de la R&D agricole et des secteurs connexes la soutenant. Dans les pays en développement, cette croissance s'est manifestée de la manière la plus évidente dans les « Révolutions vertes » asiatiques du blé et du riz. L'ironie, c'est que, bien que ces mêmes progrès n'aient pas eu lieu dans le monde entier, les progrès réalisés ont contribué à la complaisance publique sur l'offre alimentaire mondiale. Après les chocs pétroliers des années 1970 et 1980, des programmes gouvernementaux fiscalement lourds ont été ralentis pour « laisser fonctionner les marchés » dans le cadre du processus d'ajustement structurel. Le résultat ? Une chute vertigineuse des investissements dans l'agriculture des pays en développement.

### Un pansement sur l'agriculture ?

Il ne fait aucun doute que les investissements publics hésitants dans l'agriculture au cours des vingt dernières années ont été une cause sous-jacente de la vulnérabilité des personnes pauvres face à la crise alimentaire mondiale de 2008. L'AOD destinée à l'agriculture a diminué de 75 pour cent durant la période de la fin des années 1980 et du début des années 1990 (Cf. Figure 1). Les investissements totaux par les bailleurs de fonds dans l'agriculture sont restés faibles depuis – environ 4 milliards de dollars US par an. En 2007, les quantités d'AOD engagées par les États-Unis et l'UE dans le secteur de l'agriculture ont légèrement augmenté pour atteindre 1,2 et 1,4 milliards de dollars US, par rapport aux sommes stupéfiantes de 41 et 130 milliards de dollars prodiguées à leur propre secteur agricole en 2006.<sup>20</sup>

Or, dans les pays pauvres, des millions de familles dépendent de l'agriculture pour gagner leur vie. Si les bailleurs de fonds et les gouvernements des pays en développement avaient investi dans l'agriculture à petite échelle au cours des vingt dernières années, de nombreux pays seraient moins vulnérables aux chocs des prix qui surviennent à l'heure actuelle. Les quelques pays, comme le Brésil et le Mexique, qui ont suivi des chemins différents et investi dans l'agriculture à petite échelle et dans la protection sociale, se sont avérés bien plus résilients face à la crise que les autres pays en développement.<sup>21</sup> Suite à la crise alimentaire, les dépenses des bailleurs de fonds ont commencé à augmenter, pour atteindre 5 milliards de dollars en 2007.

**Figure 1. Aide officielle au développement (AOD) mondiale destinée à l'agriculture**



Source : Calculs des auteurs basés sur des données de OECD Stat, englobent la foresterie et la pêche

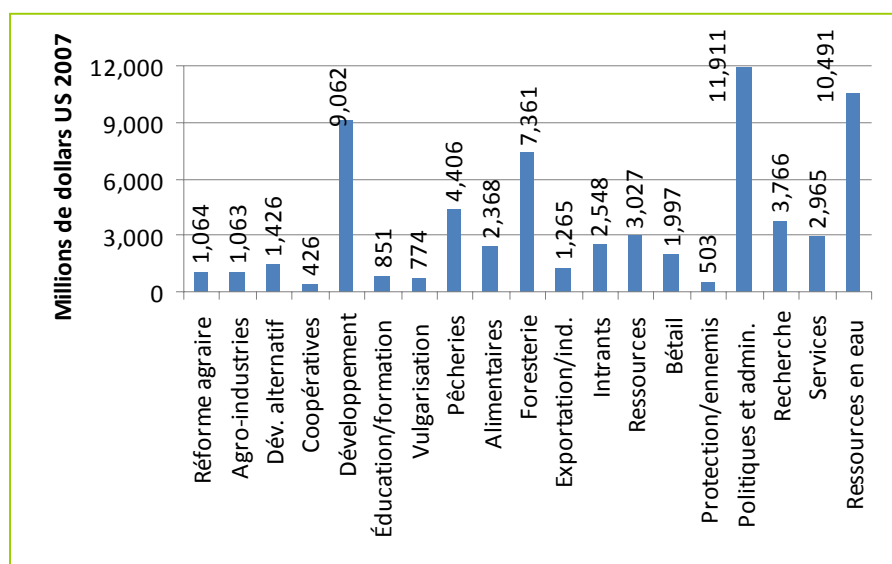
Le regain d'intérêt pour l'agriculture parmi les bailleurs de fonds a commencé en 2004 et d'autres engagements se matérialisent, en petit nombre mais régulièrement, pour lutter contre les crises alimentaire et financière, mais la question de savoir si oui ou non la tendance à la baisse va être inversée de manière permanente reste pour l'instant sans réponse. Un retour aux niveaux de 1986-87 des engagements destinés à l'agriculture (soit environ 20 milliards de dollars par an) serait approprié, mais pas tout à fait suffisant pour suivre les recommandations faites par le Groupe de travail de haut niveau des Nations Unies sur la crise alimentaire mondiale (UNHHTF) dans le cadre du Comprehensive Framework for Action (CAG - Cadre d'action global). Le CAG estime qu'entre 25 et 40 milliards de dollars par an sont requis pour se rétablir de la crise alimentaire actuelle et en prévenir une autre. Au moins 50 pour cent des besoins estimatifs devraient être investis dans l'agriculture et les systèmes locaux de transport et de marchés qui soutiennent les petits agriculteurs ; il est recommandé que le reste soit consacré aux interventions urgentes et aux programmes de nutrition et de protection sociale.

Bien que l'aide alimentaire d'urgence soit la première réponse à donner à la crise alimentaire, si l'on dépend de manière indéfinie de l'aide alimentaire d'urgence, on ne s'attaque pas aux défis qui sous-tendent l'insécurité et on n'aide pas non plus les populations rurales pauvres à développer leurs biens pour devenir plus résilientes face aux chocs éventuels futurs. Dans l'ensemble, les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE ont consacré deux fois plus de fonds aux interventions d'urgence qu'à l'agriculture au cours des quelques dernières années. L'aide alimentaire a servi de pansement. Un investissement accru dans l'agriculture contribuerait à la sécurité alimentaire à long terme, à l'atténuation des effets des changements climatiques et à la réduction de la pauvreté.

## Retourner la situation, secteur par secteur

Au sein du secteur agricole, le plus gros des fonds engagés sont assignés au développement agricole, à l'administration agricole/la réforme agraire, aux ressources en eau, à la foresterie et à la pêche (Cf. Figure 2). Par comparaison, moins de fonds ont été assignés aux coopératives, aux intrants, à la recherche, à la production de cultures alimentaires, au bétail et au contrôle des ennemis des cultures et de la phase post-récolte – domaines cruciaux pour rendre possible la réduction de la pauvreté. Ces données n'expliquent pas la multitude de facteurs qui contribuent à la détermination des priorités des dépenses, en particulier parce qu'elles mesurent les engagements et non les décaissements. Néanmoins, elles soulèvent des questions sur l'efficacité de l'allocation de ces ressources.

**Figure 2. Engagements destinés à l'agriculture, secteur par secteur, 1995–2007, en millions de dollars US 2007**



Source : Base de données statistique de l'OCDE.

Entre 1995 et 2007, les bailleurs de fonds ont investi la plus grande quantité de fonds dans les politiques et l'administration et dans les ressources agricoles en eau. Étant donné que les experts en changements climatiques prédisent une augmentation de la pénurie d'eau et, en conséquence, une augmentation potentielle des conflits qui menacent la sécurité alimentaire pour des millions de personnes, les investissements dans la gestion de l'eau sont cruciaux. « Ressources agricoles en eau », en tant que secteur, englobe l'irrigation, les réservoirs, les structures hydrauliques et l'exploitation de la nappe phréatique. Cependant, l'irrigation à grande échelle, les réservoirs et les barrages ne seront peut-être pas les systèmes de gestion de l'eau les plus pratiques pour les paysans pauvres les populations les plus gravement touchées par les changements climatiques et le manque d'eau dans les années à venir. L'amélioration de l'accès à l'eau a un profond impact sur la production et la sécurité alimentaires, surtout parce qu'elle accroît la productivité des petits producteurs. Les

agricultrices en Afrique sont souvent parmi les plus petites productrices<sup>22</sup> et elles peuvent passer entre quatre et cinq heures par jour à transporter de l'eau pour leur famille.<sup>23</sup>

L'assistance aux coopératives et aux organisations de producteurs a pour ainsi dire disparu durant les années 1990 pour faire son retour au cours des dix dernières années – elle représente environ un pour cent de l'aide à l'agriculture. Les organisations productrices revêtent une importance très considérable dans la conception et la diffusion des nouvelles technologies, car elles adoptent des mesures de conservation, renforcent les connaissances autochtones, mettent les ressources en commun et autonomisent les populations rurales. L'autonomisation des personnes pauvres aboutit à une plus grande transparence et à une meilleure redevabilité de la part du gouvernement. Lorsqu'elles sont assez fortes, les voix rurales peuvent affecter la structure des dépenses publiques et exiger de leurs gouvernements respectifs qu'ils investissent de manière qui auront de meilleurs résultats pour elles, leur sécurité alimentaire, leurs environnements et leurs moyens de subsistance.

À l'échelle mondiale, les bailleurs de fonds ont investi plus d'AOD dans la production de cultures alimentaires que dans la production de cultures d'exportation et industrielles, mais en Afrique, c'est l'inverse qui s'est produit. Entre 1990 et 2005, le secteur agricole africain s'est accru de 3,72 pour cent – plus que dans n'importe quelle autre région en développement – mais la pauvreté a en fait augmenté.<sup>24</sup> L'envergure du secteur agricole d'un pays est généralement mesurée par le PIB agricole. Cependant, cela n'englobe pas l'agriculture de subsistance, les transactions qui ont lieu en dehors des marchés, les marchés souterrains et l'économie non monétaire, de sorte qu'il n'est peut-être pas représentatif de la distribution de la croissance. Ainsi, la croissance mesurée par les exportations agricoles n'est peut-être pas un bon indicateur de la sécurité alimentaire et du taux de pauvreté.

Environ 20 pour cent de l'AOD agricole destinée à l'Afrique subsaharienne a été assignée à des activités comme l'amélioration des terres, le drainage des eaux dans les zones marécageuses, le contrôle de la désalinisation, l'érosion et la désertification. C'est une région soumise à des obstacles entravant la gestion des ressources naturelles, de sorte qu'il est difficile de comprendre pourquoi des ressources plus importantes ne sont pas consacrées à ces priorités. De plus, le début de l'impact des changements climatiques sur la production alimentaire demande que l'on accorde une attention plus importante à la gestion des ressources naturelles en général.

#### Encadré 1 – Les changements climatiques affectent la sécurité alimentaire

Les effets catastrophiques des changements climatiques frappent d'abord et tout particulièrement gravement les personnes les plus pauvres. Les émissions excessives de gaz à effet de serre qui se poursuivent, principalement dans les pays industrialisés, sont – comme l'a désormais prouvé la science – en train de donner lieu à des inondations, des ouragans, la montée du niveau des océans

et une imprévisibilité des pluies saisonnières. Le résultat en est des déficits de récolte, la disparition d'îles, la destruction d'habitations, la pénurie d'eau et des crises de santé de plus en plus profondes, autant de facteurs qui peuvent inverser les gains obtenus dans le sens de l'atténuation de la pauvreté au cours des cinquante dernières années.

Bien que la hausse des températures annuelles moyennes puisse aboutir à des augmentations des récoltes dans les pays de l'hémisphère Nord, les pays du Sud, pour la plupart en développement, subiront les impacts négatifs les plus graves. Il ne fait aucun doute que l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes affecteront la production alimentaire. La production agricole représente 70 pour cent, part stupéfiante, de l'utilisation d'eau douce. Cinq cents millions de personnes vivent déjà dans des zones soumises à un stress hydrique et, selon les prévisions, ce nombre devrait augmenter pour atteindre quatre milliards d'ici à 2050, tandis que les pratiques non durables d'utilisation de l'eau et les changements climatiques laisseront de nombreuses zones en situation de vulnérabilité face aux conflits provoqués par l'insuffisance des sources d'eau.

Selon le Groupe international d'experts sur les changements climatiques (GIEC), les changements climatiques pourraient entraîner une réduction de 50 pour cent des récoltes des cultures pluviales dans certaines parties de l'Afrique dès 2020, ce qui mettrait entre 40 et 170 millions de personnes de plus en situation de risque de faim de par le monde.<sup>25</sup>

Une étude effectuée par l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) a montré que, lorsque les températures augmenteront d'1°C (33,8°F) la nuit durant la saison agricole, les cultures mondiales de riz pourraient être décimées. Une autre étude a montré que la production de riz et de blé pourrait diminuer de huit pour cent et de 32 pour cent, respectivement, à l'échelle mondiale d'ici à 2050.<sup>26</sup> En Asie, où plus de la moitié de la population mondiale réside dans deux pays à peine – la Chine et l'Inde – si aucune mesure n'est prise pour freiner les impacts des changements climatiques, la production agricole en Chine pourrait chuter d'entre cinq et dix pour cent ; en Inde, où il est vraisemblable qu'il y aura moins d'eau pour l'agriculture pluviale et irriguée par l'eau de fonte, la production pourrait diminuer de près d'un tiers.<sup>27</sup>

L'incertitude et les risques climatiques font partie de la réalité dans les hautes Andes (plus de 2.500 m d'altitude), mais les pressions liées au climat s'aggravent. La plupart des glaciers tropicaux du monde se situent dans les montagnes du Pérou, de la Bolivie et de l'Équateur. On prévoit une augmentation des taux de déglaciation, ce qui entraînera des changements au niveau des taux et de la chronologie de l'écoulement d'eau des rivières montagneuses. Cela aura un effet déstabilisateur sur les côtes et donnera lieu à des aléas naturels comme les glissements de terrain, intensifiera le stress hydrique durant les saisons sèches et réduira la quantité d'eau disponible pour la préparation des aliments et la génération d'électricité. Les conditions climatiques futures pourraient entraîner des changements sur le plan des précipitations et un risque plus élevé de sécheresse. Tous ces facteurs contribuent à rendre les systèmes agricoles plus vulnérables face à l'érosion, laquelle constitue une menace de taille pour les moyens de subsistance des communautés andines.<sup>28</sup>

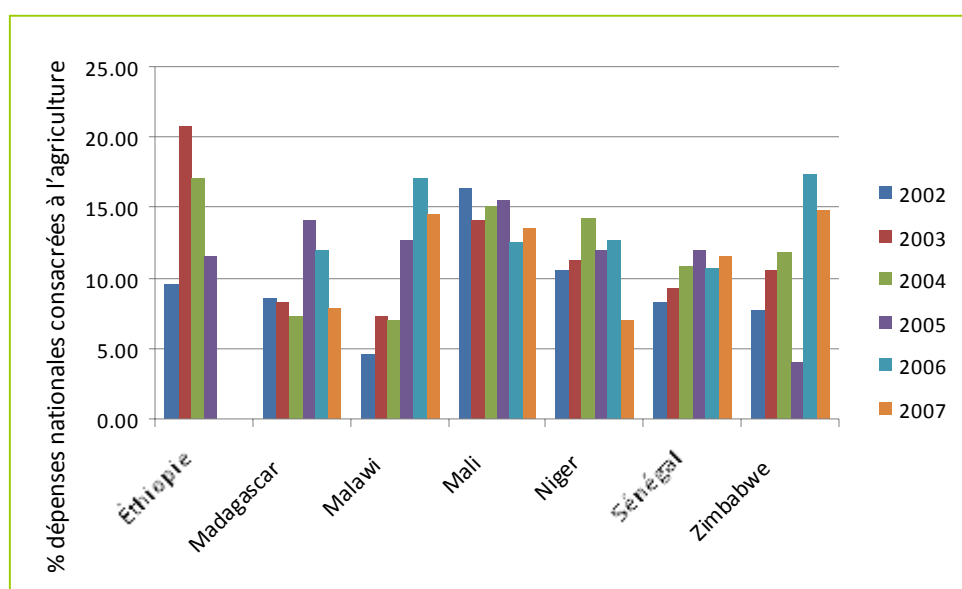
Pour réduire l'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire, il faut une coopération mondiale. Les pays riches doivent s'engager à financer l'adaptation dans les pays en développement, avec de nouveaux moyens visant à soutenir les efforts des communautés pour renforcer leur résilience en adoptant des technologies appropriées et en diversifiant leurs moyens de subsistance.<sup>29</sup>



## Maputo au loin

Alors même que le soutien apporté par les bailleurs de fonds à l'agriculture chutait, l'investissement dans l'agriculture perdait son attrait pour les gouvernements des pays en développement, à l'exception du Brésil, de la Chine et de l'Inde. En Afrique, les gouvernements consacrent en moyenne 4,5 pour cent de leurs budgets à l'agriculture – malgré le nombre écrasant d'Africains qui dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance et la cible fixée par l'Union africaine (UA) de dix pour cent, convenue dans le cadre de la Déclaration de Maputo de 2003. Bien que de nombreux pays africains aient augmenté leurs dépenses agricoles nationales, seuls quelques-uns – l'Éthiopie, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Zimbabwe – ont réussi à atteindre cette cible.<sup>30</sup>

**Figure 3. Pays qui consacrent plus de 10% de leurs dépenses nationales à l'agriculture**



Source : NEPAD-CAADP

Du fait du long déclin ininterrompu de l'AOD destinée à l'agriculture et des investissements publics nationaux, il sera difficile de combler cette lacune. Les bailleurs de fonds ne peuvent pas attendre des gouvernements nationaux pauvres qu'ils la combler seuls. Le financement et la mise en œuvre doivent se faire à travers des partenariats novateurs qui, lorsque c'est approprié, font intervenir les secteurs public, privé et volontaire.

L'aide devrait être canalisée sous forme de soutien budgétaire dans la mesure du possible, fournie de manière prévisible et transparente, inconditionnelle, dépourvue de conditions économiques et, conjointement au soutien budgétaire, elle devrait veiller à ce que le financement des groupes de la société civile, aussi bien comme observateurs du gouvernement que comme prestataires complémentaires de services, se poursuive. Dans tous les cas, les agriculteurs eux-mêmes doivent participer de manière significative à la planification et à la mise en œuvre pour veiller à ce que l'assistance soit durable et appropriée.



## 4 Comblen les lacunes laissées par le secteur privé au moyen d'investissements publics

Les travaux de R&D agricole dans les pays riches sont de plus en plus menés par le secteur privé et sont axés sur des recherches de pointe pour les cultivateurs industrialisés et non sur les technologies requises pour les cultivateurs pauvres des zones marginalisées. Les quantités d'AOD destinée à l'agriculture en général et à la R&D agricole comme sous-secteur sont minuscules par rapport aux investissements du secteur privé : les investissements privés dans la R&D agricole se sont élevés à 25 milliards de dollars US en 2000, contre une AOD destinée à l'agriculture qui dépasse à peine 5 milliards de dollars US aujourd'hui. Une grande partie de la croissance de la productivité agricole qui a eu lieu dans les pays pauvres au cours des cent dernières années, y compris la « Révolution verte » asiatique, a été stimulée par les retombées technologiques des pays riches. Le paysage en mutation de la recherche agricole dans les pays riches fait que seule l'agriculture de haute valeur menée dans les économies émergentes (comme le Brésil, l'Inde et la Chine) est susceptible de profiter du paradigme passé. Les paysans pauvres dépendront du secteur public.

### Retrait du secteur privé

Au fur et à mesure de l'évolution de la physionomie de l'agriculture dans les pays riches, l'ordre du jour des recherches s'est éloigné des intérêts des pays pauvres. Les dollars du secteur privé sont ciblés vers les investissements qui donneront lieu à la plus grande rentabilité et pas vers les domaines qui en ont le plus besoin pour réduire la pauvreté. Les technologies mises au point par les sociétés de recherche des « biosciences » se concentrent sur les cultures les plus commercialisées ou de plus grande valeur du monde – et ignorent de nombreuses cultures qui sont mineures sur le plan de la valeur commerciale à l'échelle mondiale, mais qui revêtent souvent une très grande importance pour le régime alimentaire et les revenus des populations pauvres.

La R&D agricole mondiale a atteint 25 milliards de dollars en 2000, plus de cinq fois le montant total de l'AOD. Les sociétés privées comptent pour 41 pour cent des dépenses et 96 pour cent des recherches ont été menées dans les pays riches. Dans le même temps, les investissements du secteur privé dans la recherche et le développement agricoles dans les pays à faible revenu sont négligeables.

**Figure 4. Parts publique et privée de la R&D agricole 2002/03**

	<b>Afrique sub-saharienne</b>	<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>Asie et Pacifique</b>
Publique	97,7	96,6	91,6
Privée, à but lucratif	2,3	4,4	8,4

Sources : Beintema et Stads (2006, 2008), Stads et Beintema 2009.<sup>31</sup>

Les technologies agricoles et alimentaires avancées mises au point par le secteur privé sont conçues pour satisfaire les besoins de l'agriculture industrialisée dans des climats tempérés et non ceux de l'agriculture en développement dans les climats tropicaux. La plupart d'entre elles sont tout particulièrement mal adaptées pour les paysans situés dans les zones marginalisées, où des sols maigres et/ou une quantité insuffisante d'humidité, souvent conjugués à un accès médiocre aux marchés pour les intrants et les services, font que les paysans sont soumis à des risques tant sur le plan de la production que sur celui des prix. Le secteur privé ne peut pas faire de bénéfices dans de telles circonstances. La raison principale pour laquelle il y a un besoin si pressant d'investissements publics accrus dans ces environnements est que le secteur privé refuse tout simplement de s'y engager pour le moment.

#### Encadré 2 – La grande « fracture » scientifique

Les pays à revenu élevé en tant que groupe continuent à investir plus dans la R&D agricole que les pays en développement.<sup>32</sup> De plus, à l'exception d'une poignée de pays en développement – le Brésil, la Chine et l'Inde – nombre d'entre eux se heurtent à de graves contraintes de financement et institutionnelles qui entravent l'efficacité de leurs systèmes de R&D. Sur le plan régional, ces limites sont tout particulièrement marquées en Afrique sub-saharienne.

En 2000, les dix premiers pays en termes d'investissements publics dans la R&D agricole étaient les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Japon, le Brésil, l'Allemagne, l'Australie, la Corée du Sud, le Royaume-Uni et le Canada. La Chine et l'Inde étaient en tête de la croissance des investissements dans la région Asie-Pacifique, où le total des dépenses a plus que doublé entre 1981 et 2000, atteignant 20 pour cent pour la région. Les parts pour l'Afrique sub-saharienne et pour les Caraïbes ont diminué durant la même période.

L'investissement et la capacité en matière de R&D agricole en Amérique latine et dans les Caraïbes est diverse et inégale.<sup>33</sup> Environ trois quarts du total des investissements en 2006 (soit 3 milliards de dollars US) ont été dépensés par seulement trois pays – le Brésil, le Mexique et l'Argentine. L'écart sur le plan des investissements s'est élargi entre les pays à revenu faible et intermédiaire de la région depuis 1996. Certains des pays les plus pauvres et les plus dépendants de l'agriculture (comme le Guatemala et le Salvador) ont subi les diminutions les plus marquées. En revanche, l'Argentine et le Mexique ont connu une croissance.

À plusieurs égards, les systèmes africains de recherche agricole étaient en

meilleure situation durant les années 1960 qu'ils ne le sont aujourd'hui. En premier lieu, la base de financement était meilleure et le nombre de scientifiques a chuté de 25 pour cent entre 1991 et 2000. Au fil des ans, ces systèmes sont devenus plus dépendants du financement des bailleurs de fonds, alors même que les bailleurs de fonds sont devenus plus inconstants. En second lieu, la qualité des ressources humaines a diminué au fil du temps, du fait des niveaux salariaux et des plans de retraite en déclin, des infrastructures scientifiques dépassées, des budgets de fonctionnement bas et de la « fuite des cerveaux » des chercheurs choisissant des domaines plus rémunérateurs.<sup>34</sup>

## Quels ont été les véritables réussites et échecs de la révolution verte

Les investissements publics dans les révolutions vertes asiatiques des années 1960 et 1970 basées sur le riz et le blé ont au départ ciblé les zones irriguées et ignoré les terres agricoles pluviales et marginales<sup>35</sup> Les avantages qui en ont découlé – une demande accrue de main d'œuvre et de la nourriture à des prix abordables pour les pauvres des zones urbaines – ont été transmis à travers les marchés. Mais il y avait aussi de nombreux inconvénients. Au départ, la révolution verte a été accusée d'élargir le fossé de l'inégalité.<sup>36</sup> Au début des années 1990, il apparaissait déjà comme évident que les avantages découlant de la technologie étaient inégaux entre différentes zones agricoles et que les agriculteurs pauvres des zones marginales étaient restés pauvres. Entre-temps, les agriculteurs des zones privilégiées souffraient de rendements stagnants;<sup>37</sup> des effets néfastes de l'utilisation de produits chimiques toxiques sur la santé humaine<sup>38</sup> et de problèmes environnementaux comme des terres salines et détremées.<sup>39</sup> De plus, le nombre de personnes pauvres reste élevé en Asie : 912 millions en Inde et 488 millions en Chine.<sup>40</sup>

### Encadré 3 – En quoi a consisté la « Révolution verte » ?

La Révolution verte a consisté en la diffusion de variétés de blé et de riz à paille courte et sensibles aux engrais durant les années 1960 et 1970 ; elle a entraîné des « bonds prodigieux » au niveau de l'offre de nourriture dans de nombreux pays asiatiques. Les rendements de riz ont augmenté de 32 pour cent et ceux de blé de 51 pour cent. La surface irriguée dans les pays en développement s'est élargie de 82 pour cent durant cette même période.<sup>41</sup> La croissance agricole en Asie, en particulier en Chine et en Inde, a explosé avec l'adoption généralisée des semences, intrants et irrigation améliorés, parallèlement aux investissements publics dans la réforme foncière et les infrastructures. Bien que la population mondiale ait plus que doublé au cours du demi-siècle depuis 1960, la production alimentaire mondiale totale a réussi à suivre cette augmentation. Il est notoire que, sans la Révolution verte, il y aurait d'importants déficits alimentaires dans le monde à l'heure actuelle,<sup>42</sup> mais ces gains se sont accompagnés de pertes concomitantes pour l'environnement et la santé humaine, d'une inégalité accrue en milieu rural et de solutions insuffisantes pour l'établissement de meilleurs cadres d'orientation pour la sécurité foncière, les mesures de réglementation du travail et leur mise en application et l'autonomisation des femmes.

Nombreux sont ceux qui préconisent une nouvelle Révolution verte pour donner lieu à une importante augmentation de la productivité alimentaire et de la croissance économique dans les pays en développement. Par exemple l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA) adopte une approche qui s'inspire fortement de la première Révolution verte, en mettant fermement l'accent sur le développement de variétés plus productives et résilientes des principales cultures alimentaires africaines, ainsi que d'autres interventions visant à promouvoir les fournisseurs d'intrants, à fortifier les sols appauvris et à améliorer l'accès à l'eau. Pour d'autres, l'histoire de la Révolution verte montre que les coûts d'une approche de ce type sur le plan de l'environnement, de la santé humaine et de l'équité sont trop élevés. Les plans technologiques normalisés basés sur l'utilisation intensive d'intrants achetés et de semences améliorées se sont avérés inadaptés pour de nombreuses zones marginales. Ces options ne sont pas durables sur le plan environnemental étant donné l'appauvrissement des sols, la salinité et les problèmes de pénurie qu'elles entraînent, mais les approches « taille unique » ne se sont jamais montrées et ne se montreront jamais à la hauteur au moment de venir en aide aux populations marginalisées et d'accomplir des progrès significatifs vers la réduction de la pauvreté.

Or, les expériences montrent qu'il y a deux aspects de la Révolution verte asiatique qui valent la peine d'être reproduits : le fait qu'elle se base sur de petites exploitations familiales et les énormes engagements et investissements publics par les gouvernements nationaux, les systèmes de recherche et de vulgarisation et les bailleurs de fonds. Une recrudescence de l'engagement et des dollars du secteur public en faveur de ces priorités est nécessaire pour remédier aux dégâts causés par des décennies d'attention insuffisante. Mais, si l'on se tourne vers l'avenir, il y a un potentiel limité d'efficacité pour les approches conventionnelles restantes. Pour relever nombre des défis actuels relatifs à la sécurité alimentaire, il faudra adopter de nouvelles approches de l'investissement dans les technologies pour les zones marginalisées et réorganiser d'autre part les approches dans les zones privilégiées.

# 5 Investir sur les agriculteurs pauvres : une stratégie porteuse

*Personne n'a travaillé à cette altitude... Personne ne veut monter jusqu'ici, à part nous.*

Rivera, pasteur de lamas de Caylloma, Pérou

Des décennies de sous-investissement ont eu comme conséquence des rendements stagnants, des terres dégradées et une pénurie d'eau douce. Dorénavant, les nouveaux investissements doivent être à la fois supérieurs aux montants précédemment envisagés, prévisibles, engagés sur le long terme et concentrés stratégiquement sur les agriculteurs pauvres des zones marginalisées, tout en mettant l'accent sur la durabilité environnementale, les besoins des femmes et le renforcement de l'autonomisation. Le secteur privé à lui seul ne saurait relever ces défis, dans les pays riches comme pauvres. Les investissements eux-mêmes ne peuvent pas réduire la pauvreté ; ils doivent être étayés par la redevabilité publique et accompagnés de politiques et institutions publiques qui soutiennent la réduction de la pauvreté. Les investissements publics renouvelés doivent par ailleurs aller au-delà de l'agriculture, de manière à construire des économies rurales et à renforcer la base des biens des populations pauvres en appuyant les programmes de protection sociale là où ils existent et en créant de tels programmes lorsqu'il n'existent pas.

## Les agriculteurs oubliés

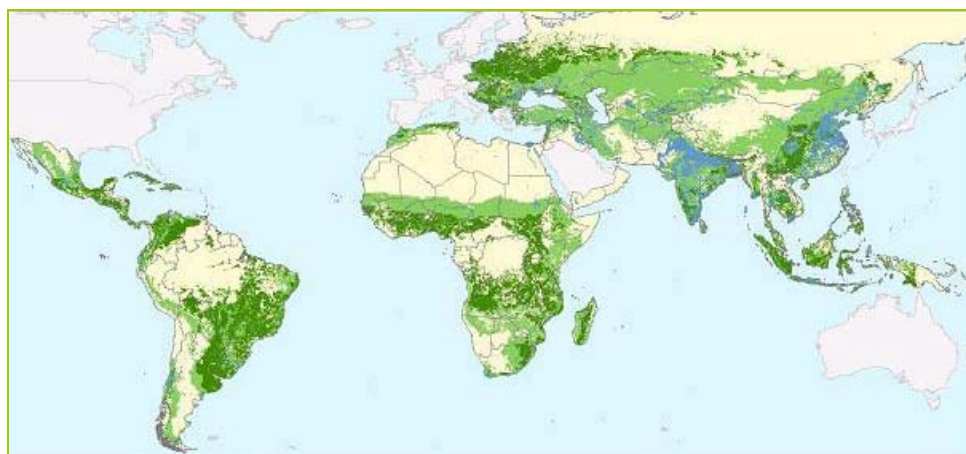
À l'échelle mondiale, l'emplacement géographique est intimement lié à la pauvreté et, selon les prévisions, il va continuer à l'être durant les quelques décennies à venir. L'incidence et la gravité de la pauvreté rurale dépassent presque partout celles de la pauvreté urbaine ; la manière dont les personnes gagnent leur vie en milieu rural et en milieu urbain influe sur les taux de pauvreté. Dans toutes les régions du monde, les petits agriculteurs et les communautés situés dans les zones d'agriculture pluviale font partie des groupes socio-économiques les plus pauvres et leur pauvreté peut être encore intensifiée par le déplacement, l'appartenance à certaines castes ou tribus ou encore le sexe. Parmi les autres groupes pauvres figurent les ouvriers agricoles, les pêcheurs artisanaux, les pasteurs et les populations déplacées.<sup>43</sup>

Les zones marginalisées - « les terres oubliées par l'homme et par la nature » - se caractérisent par des climats extrêmement divers, où le potentiel de productivité est faible du fait des terres dégradées et des sols maigres qui vont souvent de pair avec l'éloignement des marchés. En conséquence, les populations des zones marginalisées sont souvent socialement défavorisées et exposées à des risques supérieurs en matière de prix et de production que celles qui se trouvent dans des environnements agricoles plus favorables. Les marchés ruraux ne sont pas couverts et sont mal équipés ; il manque souvent une réglementation pour protéger les agriculteurs et les petits négociants des mauvaises pratiques. Pour les paysans de 45 pour cent des communautés agricoles des pays pauvres, il faut plus de quatre heures

en voiture pour se rendre à la ville de marché la plus proche.<sup>44</sup> Bien souvent, le transport motorisé n'est pas une option, de sorte que par « transporter » on entend souvent « porter à pied », tâche qui incombe en général de manière disproportionnée aux femmes et aux filles.<sup>45</sup> Pour ces communautés, il y a un besoin énorme d'occasions d'améliorer les conditions agricoles à travers des méthodes durables et de compléter les revenus et de compenser les risques.

La migration d'expulsion (« push ») – quand les agriculteurs pauvres ont le sentiment qu'il n'y a pour eux d'autre possibilité que de partir en quête de travail dans des centres urbains distants ou à l'étranger – accroît les chances de ce que les ménages qu'ils laissent sur place aient des femmes à leur tête. Plutôt *de facto* que *de jure*, ces femmes chefs de famille n'ont souvent aucune protection juridique et aucun droit sur leurs terres, un accès limité au crédit ou à d'autres moyens d'accéder aux intrants pour la production alimentaire et elles sont souvent insuffisamment équipées pour pouvoir participer à la production de cultures de rapport ou à des activités de commercialisation. Comme elles sont dépourvues de toute possibilité de participer à l'agriculture, leur pauvreté se voit exacerbée. La migration accroît également la prévalence de pandémies comme celle du VIH et du sida au sein de populations déjà mal nourries. D'autre part, bien que les remises de fonds soient une source fort utile de revenus, les conditions de travail pour le membre de la famille qui a migré sont souvent épouvantables.<sup>46</sup>

#### Indice de « caractère privilégié » des terres agricoles : pays à revenu intermédiaire ou faible



Indice de « caractère privilégié »

	Irriguée (> 10% de la zone est équipée pour l'irrigation)
	Terres pluviales privilégiées (>= 150 journées LGP (faible pression au sol) ; terrain privilégié pour l'agriculture ; dans le domaine agricole)
	Terres marginales/moins privilégiées (<150 journées LGP ou terrain non privilégié pour l'agriculture ; dans le domaine agricole)
	Terres non agricoles

Selon la définition d'Oxfam,<sup>47</sup> en Afrique sub-saharienne (ASS) et dans la région Amérique latine et Caraïbes (ALC), environ 46 et 43 pour cent, respectivement, de la population agricole vit dans des zones marginales, contre seulement 25 pour cent en Asie. Le pourcentage de terres qui sont marginales est aussi légèrement supérieur en ASS (54 pour cent) qu'en ALC (40 pour cent) ou en Asie (50 pour cent). Cependant, le plus grand nombre de personnes qui vivent dans des zones marginales se trouve en Asie (505 millions) et en Afrique (157 millions). Mais si on prend en compte l'éloignement des marchés comme facteur de marginalisation et si on inclut tous les pays à revenu faible et intermédiaire, ces chiffres augmentent de manière spectaculaire.

Vingt pour cent (542 millions) de la population agricole dans les pays à revenu faible et intermédiaire est « oubliée par la nature et par l'homme ». Dix pour cent (290 millions) est oubliée par la nature, mais pas par l'« homme ». Il est nécessaire d'investir dans des technologies agricoles pour ces agriculteurs, mais cela ne suffira probablement pas à les sortir de la pauvreté – pour ce faire, il faudra employer plusieurs moyens.

Une part supplémentaire de 34 pour cent (906 millions) de la population agricole dans les pays à revenu faible et intermédiaire est oubliée par l'« homme » mais pas par la nature.<sup>48</sup> Des investissements publics adéquats dans les marchés et les institutions cruciales qui permettront à ces agriculteurs de participer peuvent leur donner les moyens sociaux et économiques dont ils ont besoin pour s'extirper de la pauvreté. À eux tous, les agriculteurs « oubliés par l'homme et/ou la nature » représentent deux tiers des agriculteurs des pays à revenu faible ou intermédiaire, soit un total de 1,7 milliards d'agriculteurs.



**Figure 5. Population rurale et superficie de terres marginales par région**

Région en développement	Non agricole	Irriguée	Privilégiée	Moins privilégiée	Total	Irriguée	Privilégiée	Moins privilégiée	Total
	<i>Population (millions de personnes)</i>					<i>part de la population rurale agricole (%)</i>			
<b>Afrique sub-saharienne</b>	110	9	176	157	451	2.6	51.5	45.9	100
<b>Amérique latine/Caraïbes</b>	29	14	64	57	164	10.1	47.4	42.5	100
<b>Asie</b>	162	1106	389	505	2161	55.3	19.4	25.3	100
<b>Moyen-Orient/Afrique du Nord</b>	35	26	11	51	123	29.7	12.6	57.7	100
<b>Total</b>	335	1154	640	770	2899	45.0	25.0	30.0	100
	<i>Surface (millions de kilomètres carrés)</i>					<i>part des terres agricoles (%)</i>			
<b>Afrique sub-saharienne</b>	11	0	5	7	24	1.4	44.2	54.4	100
<b>Amérique latine/Caraïbes</b>	10	0	6	4	20	4.7	55.7	39.6	100
<b>Asie</b>	7	4	3	7	21	27.6	22.2	50.2	100
<b>Moyen-Orient/Afrique du Nord</b>	6	1	0	2	9	23.7	9.2	67.1	100
<b>Total</b>	35	5	15	20	74	12.9	37.3	49.8	100
Données : Sebastian 2009 ; englobe les pays à revenu faible et intermédiaire, sauf CÉI, Europe de l'Est, Asie centrale, certaines nations insulaires et pays disposant d'une quantité négligeable de terres agricoles. Ces données n'englobent pas les personnes ou les surfaces de terres marginalisées par l'éloignement des marchés.									

Les populations pauvres des zones marginalisées ont été ignorées parce qu'il est difficile d'accéder physiquement à elles et qu'elles n'ont guère de voix politique, comme tous les groupes sociaux marginalisés, au niveau national. Considérons les zones pastorales de l'Afrique de l'Est. Les communautés pastorales, qui couvrent 70 pour cent des terres arides de la Corne africaine et représentent dix pour cent de la population au Kenya et en Tanzanie, sont marginalisées sur la base de leur éloignement géographique, de leur ethnie et de leur moyen de subsistance, considéré comme « dépassé » par de nombreux gouvernements de la région. Comme elles ne sont pas en mesure de défendre leurs droits fonciers traditionnels ou d'obtenir l'accès à des services de santé et d'éducation, elles affichent l'incidence la plus importante de pauvreté de toute la région. En Ouganda, 64 pour cent de la population pastorale vit en dessous du seuil de pauvreté, contre 38 pour cent de la population nationale. En Tanzanie, l'analphabétisme touche 75 pour cent de la population pastorale. Au Kenya, la majeure partie des dépenses publiques dans le secteur agricole a été assignée à des zones de « potentiel élevé », ce qui éclipse l'investissement effectué dans les terres pastorales, dix fois moins important.



#### Encadré 4 – Les Jie et les Masai laissés pour compte

Les communautés pastorales, comme les Jie du nord de l'Ouganda, tendent à afficher l'incidence la plus élevée de pauvreté et l'accès le plus faible à des services de base comme les écoles et les soins de santé. Les Jie ont aussi un taux plus élevé de mortalité infantile et un niveau d'alphabétisme plus faible que toutes les autres communautés du pays. L'administration directe n'est pas en mesure d'aborder les besoins des Jie, en partie parce qu'ils ne gagnent guère de revenus, ce qui crée une base d'impôts faible pour le gouvernement. Il y a une quantité de travail limitée dans les villes voisines et l'insécurité alimentaire a augmenté considérablement. Les communautés de Jie dépendent de façon chronique de l'assistance alimentaire d'urgence depuis les années 1980.

Le bétail, et donc les moyens de subsistance, des Masai de Tanzanie est en voie de disparition. La croissance du cheptel n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique, à cause d'épidémies de maladies et de la famine du bétail associée aux inondations et aux sécheresses à répétition. En conséquence, les ménages ont commencé à vendre les femelles de leur cheptel pour acheter de la nourriture, ce qui a eu pour effet de diminuer leurs troupeaux reproductifs. De plus en plus, beaucoup de pasteurs ne peuvent plus dépendre du seul bétail pour gagner leur vie ; or, les autres possibilités génératrices de revenus restent limitées, comme le montre le nombre croissant d'anciens pasteurs indigents. Pour que les moyens de subsistance pastoraux continuent d'être efficaces et que les pâturages et écosystèmes restent sains, il faudra redynamiser le pastoralisme comme mode de vie en Afrique de l'Est et créer d'autres moyens de gagner des revenus dans les zones rurales marginalisées.

*Source : Document d'information d'Oxfam n°116 : 'Survival of the Fittest'*

Le petit nombre d'autres options de travail abouti à des revenus stagnants, au sous-emploi, à la migration des hommes vers les zones urbaines et à des responsabilités accrues pour les femmes. Bien qu'elles soient dotées de quelques institutions sociales solides, en général les zones pastorales sont politiquement faibles et désorganisées suite à leur marginalisation sociale et économique. Là où il y a des groupes pastoraux de la société civile, ils restent relativement faibles.

De l'autre côté du globe, sur les flancs des coteaux andins du Pérou, de l'Équateur et de la Bolivie, les agriculteurs autochtones sont parmi les plus pauvres de l'hémisphère et ils souffrent d'un taux élevé de malnutrition infantile.<sup>49</sup> Ils cultivent en général des produits indigènes comme les pommes de terre locales, la quinoa, l'amarante et élèvent des animaux indigènes comme les lamas, qui peuvent résister aux conditions rigoureuses et aux extrêmes climatiques. Les environnements sont divers et ces agriculteurs exploitent des parcelles qui vont d'un demi hectare à quelques hectares de surface. La plupart d'entre eux dépendent d'une forme ou une autre de travail à l'extérieur de leur propre exploitation et la migration en quête de travail est considérable – elle atteint 18 pour cent en Équateur. Cela a des implications considérables pour les responsabilités des femmes, en particulier dans les communautés boliviennes et péruviennes, où il y a une division marquée du travail entre les hommes et les femmes. Les femmes de ces communautés ne se sentent souvent pas suffisamment

autonomisées pour prendre part à la plupart des travaux agricoles et des activités de marché.<sup>50</sup>

L'investissement dans les zones marginalisées aura pour effet d'améliorer la sécurité alimentaire et d'atténuer les effets des changements climatiques. Les agriculteurs et les communautés de ces zones dépendent directement de leurs récoltes pour leur alimentation parce que les endroits sont isolés et souvent difficiles à atteindre par des moyens de transport. Le manque de semences améliorées bien adaptées ou l'absence d'une industrie de semences commerciales font aussi que nombre d'entre eux dépendent de leurs propres récoltes et les uns des autres pour leurs semences. Ainsi, comme ils n'ont guère de liens avec des marchés plus larges et plus efficaces, la garantie de la sécurité alimentaire dans les zones marginalisées dépendra des agriculteurs eux-mêmes.

Ces agriculteurs doivent aussi porter le fardeau de la conservation de la biodiversité des cultures mondiales et de la gestion de certaines des terres les plus fragiles du monde. Comme ils vivent sur les bords de déserts et de bassins versants, l'atténuation des effets des changements climatiques demandera leur participation à de meilleures activités de conservation et de gestion des ressources. Les pressions croissantes sur les terres pour l'obtention de nourriture et de combustible et la croissance urbaine signifient qu'une expansion supplémentaire des terres destinées à l'agriculture se produira aussi dans les zones marginalisées. Nombre de ces zones deviendront peut-être plus vulnérables aux chocs climatiques : froid extrême, sécheresses et inondations. L'adaptation aux catastrophes liées aux phénomènes météorologiques et aux schémas variables des précipitations doit précéder la réduction de la pauvreté.

## Une nouvelle approche de l'agriculture

Les agriculteurs des environnements divers et sujets aux risques ne peuvent pas profiter des programmes normalisés mis au point pour les paysans des zones de production fertiles et bien irriguées. La quête de technologies permettant d'améliorer la productivité des petits producteurs de manière durable doit être le plus large possible ; il y a des technologies prometteuses en cours de développement pour les environnements difficiles, comme par exemple les variétés de semences tolérantes à la sécheresse ou à la faible teneur en phosphore et azote des sols. Mais la technologie elle-même n'est pas la réponse. Il n'existe pas de stratégie unique pour un investissement réussi dans les zones marginalisées, du fait de la diversité de leurs environnements physiques et de leur dotation en biens ainsi que, dans de nombreux cas, de l'exclusion de certains groupes.

Outre les investissements dans la recherche agricole, les investissements publics dans des services de vulgarisation décentralisés et novateurs, parallèlement à des secteurs qui soutiennent l'agriculture

- comme le développement des entreprises rurales, la santé, les infrastructures et l'éducation - sont fondamentaux. L'amélioration de la capacité des agriculteurs à gérer le risque, la promotion des chaînes de valeurs pour les cultures orphelines et le soutien du développement des marchés des intrants sont des options évidentes pour ce qui est des investissements dans les programmes. Pour toucher ceux qui ne peuvent pas participer à ces options ou en profiter, comme les personnes âgées, les orphelins et les malades, des filets de sécurité peuvent s'avérer plus efficaces.

Il faut également se pencher de plus près sur les manières novatrices d'investir dans les moyens d'existence des femmes pauvres dans les zones marginales. On ne peut parvenir à la sécurité alimentaire sans la participation des femmes, mais des problèmes fondamentaux comme les faibles taux de personnes qui savent lire, écrire et compter, la nutrition médiocre et les services de santé inadéquats entravent la capacité de nombre de ces femmes à participer de manière productive à l'agriculture. Les fardeaux qui accaparent le temps des femmes doivent être allégés et les femmes doivent être autonomisées à travers l'éducation, la formation, les groupes d'entraide et les groupes de femmes. À cette fin, les institutions locales et nationales doivent être renforcées afin de réduire la vulnérabilité, de renforcer la résilience et de permettre au potentiel inexploité des femmes de se développer. L'autonomisation des femmes pauvres aidera en partie ces dernières à comprendre toutes leurs options de subsistance, y compris l'option d'abandonner complètement l'agriculture.

## Les technologies à faible apport d'intrants externes ouvrent la voie

Les technologies à faible apport d'intrants externes (LEIT - *Low External Input Technologies*) pour les agriculteurs des zones isolées et peu productives peuvent être leur seule option, précisément suite aux défis auxquels ils se trouvent confrontés. Elles peuvent par ailleurs constituer des bases fondamentales pour les approches mises en œuvre partout. Les LEIT complètent ou remplacent les intrants externes et, en conséquence, peuvent être plus accessibles, fournir des avantages environnementaux significatifs et, en principe, sont axées sur l'autonomisation des agriculteurs.<sup>51</sup> À la différence des plans normalisés, les LEIT résultent souvent de l'expérimentation des agriculteurs eux-mêmes ou des agriculteurs dans le cadre d'une collaboration pratique avec des chercheurs.

Du fait de l'endroit où elles sont mis au point et de la manière dont elles le sont, les LEIT n'ont aucun prototype unique. La nature de leur succès est leur caractère propre à l'endroit. Elles suivent un ensemble général de principes, centrés sur la promotion de la gestion et de la conservation des ressources naturelles, sur l'utilisation réduite d'intrants acquis à l'extérieur et sur l'autonomisation des agriculteurs à travers la conception participative. Comme elles dépendent souvent d'investissements de main-d'œuvre par

des communautés tout entières, les LEIT encouragent les activités en groupe, l'apprentissage social et le développement du capital humain et social lorsque les producteurs forts et les associations rurales jouent un rôle clé. Ainsi, les LEIT ont le potentiel de réduire la pauvreté parmi les populations difficiles d'accès et de préserver les biens publics mondiaux à travers la conservation des ressources.

Sur le plan opérationnel, ces technologies (pratiques, techniques) variées et qui se recoupent cherchent à :

1. améliorer la fertilité des sols (fumiers, composts)
2. protéger les sols de l'érosion par l'eau (collecte de l'eau, labour de conservation, paillis, cultures de couverture) et
3. contrôler les mauvaises herbes et les ennemis des cultures (gestion intégrée des ennemis des cultures, culture intercalaire)

Certaines conjuguent gestion des nutriments et de l'eau afin d'améliorer l'établissement des cultures (trous de plantation, systèmes d'intensification des systèmes rizicoles).<sup>52</sup>

#### ENCADRÉ 5 : Succès des LEIT<sup>53</sup>

Collecte de l'eau au Sahel	Fumier vert sur les coteaux d'Amérique centrale	Gestion intégrée des ennemis des cultures dans le riz asiatique
<p>Durant les années 1970 et 1980, les paysans ont construit des lignes de contour, des trous de plantation et de petits barrages (« diguettes ») sur tout le Plateau Yatenga au Burkina Faso, recapitalisant ainsi des terres que le désert leur avait prises. Cette technologie améliorée autochtone a été diffusée par des paysans-innovateurs, des ONG comme Oxfam et les <i>Groupements Naams</i>, une fédération d'associations de paysans nées des groupes traditionnels Mossi d'assistance mutuelle. Le taux de rentabilité dans certaines zones a atteint 40 pour cent.</p>	<p>Les agriculteurs appellent le <i> mucuna pruriens </i> le haricot fertilisant. Culture de couverture, il est surtout connu comme un amendement. Une étude menée en 2002 a montré que les rendements de maïs moyens des petits producteurs étaient entre 3 et 9 fois plus importants après une période d'entre 10 et 22 ans d'utilisation des cultures de couverture et du haricot velouté au Honduras. Les recherches plus récentes documentent son utilisation durable sur les terrains escarpés et les sols maigres. D'origine asiatique, cette plante a au départ été adoptée par les Guatémaltèques indigènes qui travaillaient sur les plantations de la United Fruit Company. Depuis, elle a été largement diffusée par les paysans et les ONG.</p>	<p>Les approches de gestion intégrée des ennemis des cultures (IPM) cherchent à réduire l'utilisation dangereuse des insecticides synthétiques. Les agriculteurs apprennent les principes et développent des interventions adaptatives aux pressions exercées par les ennemis des cultures dans leur propre système agricole. Par rapport à la conservation des sols et de l'eau, ils peuvent tirer des avantages de l'IPM durant une seule saison, qu'ils soient ou non propriétaires des terres. Les exemples des meilleures réussites viennent des rizières irriguées de l'après-Révolution verte – en Indonésie. La FAO a largement promu l'IPM à travers les champs écoles paysans.</p>

Les sceptiques s'inquiètent du fait que ces approches, comme toutes les autres, sont d'abord adoptées par les agriculteurs les plus aisés de la communauté. Ces approches tendent à demander beaucoup de connaissances et de main-d'œuvre, ce qui les rend coûteuses pour les femmes, les personnes âgées et les membres les plus pauvres des communautés agricoles, qui doivent souvent vendre leur travail pour survivre. Bien que les approches LEIT dépendent en général des investissements des agriculteurs et cherchent à promouvoir l'autonomisation, il faut veiller à parvenir aux agriculteurs les plus pauvres des communautés, et en particulier les femmes.

Du fait des pressions croissantes qui s'exercent sur les terres et l'eau, et des menaces liées aux changements climatiques, la plupart des experts s'accordent pour dire qu'il n'y aura guère d'autres approches, voire aucune, qui seront appropriées pour les zones marginalisées et, de plus en plus, pour les zones privilégiées également. Pour améliorer le succès des LEIT, il s'agira moins d'améliorer les technologies existantes que de les développer et les diffuser de manière plus large.

Les champs écoles paysans (CEP), qui font partie des méthodes de diffusion très prometteuses, constituent une méthode d'éducation des adultes mise au point et largement promue en Asie au départ, dans le but d'enseigner les pratiques de gestion intégrée des ennemis des cultures (IPM – *Integrated Pest Management*). Bien qu'il existe des variations considérables de forme et de contenu, l'approche de base consiste à enseigner aux paysans la manière de résoudre les problèmes, d'établir des priorités et de mener des recherches expérimentales à travers des sessions pratiques facilitées dans des champs assignés aux études par la communauté agricole.

Au Myanmar, Oxfam travaille avec la Metta Development Foundation afin de promouvoir le développement communautaire à travers les CEP. À l'école, un modèle de paysan à paysan permet aux agriculteurs d'éduquer leurs pairs sur les semences, les cultures et les nouvelles technologies. Après avoir mis en œuvre 125 projets dans neuf régions, l'école a formé 600 paysans facilitateurs et prévoit de parvenir à 18.000 agriculteurs en tout.<sup>54</sup> Les approches de ce type ont aussi donné de bons résultats au Pérou, où les agriculteurs qui ont pris part à des CEP sur l'IPM pour la culture de la pomme de terre ont vu leurs rendements augmenter en conséquence.<sup>55</sup> Les CEP au Sahel ont permis aux agriculteurs de combattre les pertes de rendement causées par le ravageur du millet, un ennemi des cultures extrêmement nuisible.<sup>56</sup> Dans la région de San, au Mali, les CEP ont été utilisées pour améliorer la gestion par les paysans de variétés génétiquement diverses de millet et de sorgho afin de lutter contre les dégâts causés par leurs insectes et les problèmes liés à la sécheresse.<sup>57</sup> Parmi les autres buts des CEP figurent la promotion de l'aquaculture, la production de légumes et des causes sociales comme la lutte contre le VIH et le sida.<sup>58</sup>

## L'autonomisation des organisations de producteurs stimule le développement

L'autonomisation des agriculteurs et des pauvres en milieu rural doit être un élément clé de l'investissement dans l'agriculture. Des organismes collectifs comme les organisations de producteurs (OP), les groupes d'entraide et les groupes de femmes sont des éléments fondamentaux pour l'établissement de moyens de subsistance ruraux durables. Les OP en particulier peuvent permettre aux communautés d'exploiter les économies d'échelle et de jouir d'un pouvoir de négociation accru dans les marchés pour ce qui est des prix, des intrants et des services. Une attention particulière doit être accordée à l'aptitude des femmes à accéder à ces ressources, en particulier au vu des barrières culturelles.

Le nombre d'OP et leur importance ont augmenté. Entre 1982 et 2002, motivés par les crises humaines et environnementales causées par une série de sécheresses, le pourcentage de villages dotés d'une OP est passé de 21 à 91 pour cent au Burkina Faso.<sup>59</sup> Entre 1966 et 1998 en Inde, le nombre total de sociétés coopératives est passé de 346.000 à 488.000, avec la participation de 65 pour cent de tous les ménages ruraux.<sup>60</sup> Les OP ont un rôle de plus en plus important à jouer dans l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience.

### Encadré 6. Les cultivateurs de coton s'organisent

*Pour la première fois, les cultivateurs de coton sont représentés au niveau national et pris au sérieux par le gouvernement et les sociétés de coton. Nous sommes désormais en mesure de faire pression sur le gouvernement, de soulever les préoccupations des petits cultivateurs de coton et de commencer à redresser le déséquilibre de pouvoir entre les concessions et les cultivateurs de coton.*

Alberto Malico, Mozambique

« Le coton est l'une des cultures de rapport les plus stables du Mozambique depuis 100 ans », explique Alberto Malico. « Il y a plus de 350.000 cultivateurs de coton, avec quelque 1,5 million de personnes à leur charge. Les revenus du coton financent les frais scolaires et médicaux et bien d'autres dépenses essentielles ». Il y a deux ans, Alberto Malico n'était qu'un des 300.000 cultivateurs de coton mozambicain, qui luttait pour gagner sa vie malgré des obstacles écrasants – les forces de la nature, les contrats injustes qui le liaient aux compagnies de coton et les marchés internationaux inéquitables du coton.

Aujourd'hui, il est producteur indépendant de coton et président du Forum national des producteurs de coton (FONPA), lequel a organisé les petits cultivateurs de coton et est devenu un partenaire égal du gouvernement et de l'industrie dans l'amélioration de la vie des petits cultivateurs de coton dans l'ensemble du Mozambique.

« Pour la première fois, les cultivateurs de coton sont représentés au niveau national et pris au sérieux par le gouvernement et les sociétés de coton. Nous sommes désormais en mesure de faire pression sur le gouvernement, de soulever les préoccupations des petits cultivateurs de coton et de commencer à redresser le déséquilibre de pouvoir entre les concessions et les cultivateurs de coton », dit M. Malico. « En nous regroupant dans des associations, nous avons eu moins de mal à négocier un meilleur prix pour notre coton et à nous aider mutuellement en unissant nos efforts pour améliorer notre manière de produire et de récolter. »

Dans le même temps, les études et les données anecdotiques indiquent



un taux d'échec relativement élevé des OP.<sup>61</sup> De nombreuses nouvelles OP s'effondrent parce qu'elles n'ont pas bénéficié du soutien dont elles avaient besoin pour investir dans le renforcement des capacités et dans la gestion, outre le fait que les marchés faibles ne sont pas en mesure de proposer de meilleurs services à leurs membres. Mais c'est là précisément la raison pour laquelle les OP requièrent un soutien institutionnel accru. Les OP et leurs membres ont besoin d'un renforcement des capacités et de formation, pas seulement pour commercialiser leurs produits, mais aussi, dans de nombreux cas, pour apprendre à lire, à écrire et à compter. Sans ces compétences de base, les agriculteurs pauvres ne seront pas en mesure d'accéder pleinement aux ressources ou aux nouvelles technologies. Mais pour parvenir aux agriculteurs les plus pauvres et les plus marginalisés, il faudra travailler par l'intermédiaire des organisations et institutions locales.

## Exploiter le potentiel des marchés locaux de semences

Il est crucial d'assurer le bon fonctionnement des marchés de semences dans les zones marginalisées pour assurer la sécurité alimentaire. Les agriculteurs comptent sur eux-mêmes et les uns sur les autres pour les semences parce que leurs propres semences donnent souvent de meilleurs résultats, parce que l'État est absent et parce que le secteur privé en est à ses balbutiements. Or, faire fonctionner les marchés de semences dans ces environnements pose des défis sans pareils. Les agriculteurs des zones marginalisées cultivent des denrées pour lesquelles des variétés bien adaptées et à haut rendement n'ont pas été développées ou n'ont pas été adoptées par beaucoup. Ils s'exposent à des risques parce que la qualité des semences peut ne pas être assurée et les coûts de l'obtention de semences certifiées de sources distantes peuvent être prohibitifs. Du fait de ces limites, la demande de semences dans ces zones est irrégulière, ce qui réduit les moyens d'incitation à fournir des semences pour les entreprises privées.

L'offre et l'accès des agriculteurs aux semences certifiées dans les zones sujettes aux risques peuvent être améliorés en faisant en sorte que les exigences de certification soient moins strictes, en introduisant de petits paquets de semences et en organisant des ventes aux enchères de semences par des ONG et des associations d'agriculteurs lorsque les infrastructures de marché sont rares. Certains pays, comme le Mali et le Kenya, interdisent en fait le commerce de semences non certifiées, bien que les fournisseurs de semences aux agriculteurs soient souvent reconnus par les autres agriculteurs pour leurs connaissances et la qualité des semences qu'ils fournissent. L'autorisation de la vente de semences certifiées par les agriculteurs ou les communautés, ou l'étiquetage honnête, pourraient constituer une véritable aubaine pour les agriculteurs et contribuer à préserver la biodiversité des cultures. Toutes réformes visant à « formaliser » le commerce des semences devraient tenir compte du risque d'exclusion des femmes, à moins que des efforts précis ne soient faits pour les inclure, par exemple à travers

des coopératives pour la production et la vente de semences.<sup>62</sup>

Le développement des marchés de semences peut avoir lieu à travers des partenariats novateurs publics-privés et des partenariats entre les organismes de recherche et les associations de producteurs. Par exemple, l'Initiative Service Conseil (ISC), « agro-négociant » et magasin d'intrants au Niger, travaille dans le cadre d'un partenariat étroit avec l'institut national de recherche (INRAN) sur la multiplication des semences. Les semences certifiées par l'ISC sont étiquetées honnêtement et vendues par l'intermédiaire de réseaux sociaux d'agro-négociants, de clubs de radio de paysans et de concours, de démonstrations sur le terrain, de réunions publiques et de stands dans les marchés locaux.<sup>63</sup>

Des partenariats novateurs pour le développement et la certification des semences peuvent par ailleurs améliorer l'accès aux autres intrants et permettre de s'atteler à des défis plus importants de commercialisation. Dans les mêmes pays, les associations d'agriculteurs sont parvenues à un véritable « bond » de productivité en travaillant avec des chercheurs et des magasins d'intrants pour fabriquer des engrais minéraux avec des semences certifiées qui présentent un bon rapport résultats/prix pour les paysans pauvres. Après avoir identifié le manque de phosphore comme la cause la plus restrictive d'infertilité des sols, les chercheurs ont trouvé un engrais qui présentait une forte teneur en cet élément et ont recommandé aux paysans d'en appliquer des « micro-doses » à chaque plante, réduisant ainsi les coûts et le temps requis pour l'application. Les rendements ont connu une augmentation spectaculaire, mais les agriculteurs n'avaient d'autre choix que de vendre leurs excédents de grains à un prix faible après la récolte ; il fallait de nouvelles solutions. Les associations d'agriculteurs ont résolu ce problème en assumant la gestion d'un système de fourniture d'intrants à crédit. Ils ont acheté les engrais en gros, ce qui en réduisait le coût, et les ont stockés dans des magasins d'intrants villageois, qui en vendaient des paquets plus petits et plus abordables. Ils ont construit des entrepôts pour l'emménagement des grains pour que les agriculteurs puissent ensuite les vendre à des prix plus avantageux. Enfin, se voyant offrir un crédit à hauteur de 80 pour cent du prix des grains, les agriculteurs ont pu se diversifier et commencer à produire des fruits et des légumes, à engraisser des moutons et à extraire l'huile d'arachide durant la saison sèche.<sup>64</sup>

### **Entrer dans le marché : chaînes de valeur pour les cultures orphelines<sup>65</sup>**

Les femmes perdent en général le contrôle de leurs revenus lorsque les produits passent de l'exploitation au marché.<sup>66</sup> Elles ont du mal à maintenir des créneaux de marché et risquent même de perdre le contrôle des « cultures féminines » lorsqu'elles sont rentables. Ainsi, leur accès au marché est plus limité. Les approches axées sur les chaînes de valeur peuvent renforcer les liens entre de nombreux acteurs de la chaîne d'approvisionnement – groupes de producteurs, groupes de femmes, prestataires de services – et accroître les revenus. Les chaînes de valeur pour les cultures orphelines offrent une intégration équitable



et participative dans les marchés pour les producteurs pauvres, et en particulier les femmes.

Les cultures orphelines revêtent une importance mineure dans les échanges commerciaux, couvrent des surfaces agricoles réduites et présentent une utilité limitée par rapport à leur potentiel économique ; c'est pourquoi elles n'ont fait l'objet de guère d'attention de la part des entités de recherche publiques et privées. Mais elles persistent parce qu'elles sont très appréciées au sein de nombreuses communautés locales, permettent de conserver la biodiversité, font preuve d'une meilleure productivité sur les terres marginales et contribuent à la restauration des terres. D'autres sont sources de nourriture, de diversité alimentaire, de micronutriments ou de remèdes à base de plantes. Les connaissances traditionnelles sont en général associées à leur utilisation, puisque l'information scientifique est limitée.

Tant que les cultures orphelines – comme le haricot riz sur les collines du Viet Nam et le fruit et les feuilles du baobab dans les savanes sèches africaines – continuent d'être cultivées ou récoltées, le développement de chaînes de valeur peut améliorer la sécurité sur le plan des moyens de subsistance pour les populations pauvres des zones marginalisées. Par exemple, dans les terres arides syriennes, la culture ou la collecte d'herbes et de plantes comme le figuier, le jujube, le laurier, les câpres, le pourpier et la mauve ont généré 23 pour cent des revenus des ménages. Selon les espèces, entre 64 et 95 pour cent du produit était vendu sur les marchés locaux. La participation des femmes était très importante, en particulier pour ce qui est de la cueillette (53 pour cent des ouvriers), la culture (38 pour cent) et la transformation (34 pour cent), par rapport au commerce (12 pour cent).<sup>67</sup>

La commercialisation des cultures orphelines requiert une demande croissante, afin d'accroître l'efficacité des voies de fourniture et de commercialisation et de créer des créneaux de marché.<sup>68</sup> Les campagnes de sensibilisation publiques peuvent stimuler la demande, y compris parmi les consommateurs des pays riches, qui sont à la recherche de produits issus de sources conformes aux normes sociales, environnementales et éthiques. Foires aux produits, théâtres ruraux, festivals de poésie ou locaux, manifestations religieuses et culturelles, autant de moyens d'attirer l'attention sur ces produits sur les marchés locaux et régionaux. Par exemple, dans le sud de l'Inde, les produits dérivés de variétés de millet mineur ont été promus et vendus lors de festivals de temples ; des écrivains népalais ont créé des pièces de théâtre jouées en bord de route et basées sur des histoires villageoises pour mettre en relief la valeur de la conservation des cultures et variétés locales. Des programmes publics peuvent être utilisés pour soutenir une demande locale ou nationale stable à travers des programmes d'alimentation dans les écoles et la fourniture de repas dans les hôpitaux.

Pour commercialiser efficacement un produit de qualité satisfaisante à un prix raisonnable, il faut des outils de communication de base, qui sont souvent absents. Les organisations de producteurs et les

coopératives agricoles et de femmes peuvent s'attaquer à ce problème. En s'intégrant verticalement, il peut être avantageux pour les agriculteurs de coopérer et de demander collectivement de meilleurs prix et un accès accru aux intrants et aux services et de se lancer dans la transformation des cultures afin de vendre des produits valorisés.

#### Encadré 7 – Améliorer l'accès au marché pour Kolli Hills

Kolli Hills est une région montagneuse dotée d'un climat tempéré située dans le Tamil Nadu, en Inde. La quasi-totalité des 50.000 résidents appartiennent à la communauté tribale des Malayali, qui occupe une superficie de 28.000 hectares, dont la moitié est composée de terres agricoles. Cette région, qui regorge de vallées, sources, terres humides et forêts, est diverse. Les Malayalis produisent des millets mineurs et de la cassave sur des terres sèches ou irriguées par la pluie et les environs des vallées sont plantés d'ananas, de café et de poivre, entre autres épices et herbes. Malgré ses terres riches et productives, la région de Kolli Hills n'est reliée au reste du district de Namakkal que par une unique route pavée et la plupart des endroits ne sont accessibles qu'à pied.

Avec le soutien financier et éducatif que leur ont apporté des ONG, les Malayalis ont été en mesure de s'organiser en groupes d'entraide (GE), un type d'organisation populaire fréquent en Inde. À travers les GE, des groupes assignés à des tâches précises ont été formés par les communautés locales en vue de rationaliser la commercialisation et la transformation du millet. La productivité du millet a été améliorée au moyen de la sélection par les agriculteurs de semences supérieures mises à l'épreuve dans leurs propres champs, parallèlement à des pratiques d'acquisition, de décorticage et de transformation. Un groupe de femmes a mené le regroupement de plusieurs récoltes pour les transporter jusqu'à un point d'assemblée dans le village et les acheminer ensuite collectivement vers le moulin. La demande a été générée au moyen de l'appellation et de l'étiquetage biologiques et les étiquettes ont été écrites en tamoul ainsi qu'en anglais. Enfin, le millet biologique a fait l'objet de publicité dans des salons itinérants, des festivals dans les temples et des foires agricoles.

Source : Gruère et al. 2008<sup>69</sup>

La différenciation des produits constitue également un élément clé de la préservation des bénéfices au moyen de l'indication de l'origine géographique, de l'appellation et de l'étiquetage. Or, pour faire participer les agriculteurs à ces activités, il faut souvent le soutien d'institutions bien développées, y compris des entreprises coopératives, des joint-ventures (avec des ONG, publics ou privés selon ce qui convient) et des cadres juridiques pour garantir l'accès aux ressources, aux droits fonciers, aux programmes de classification et aux normes de qualité. Les entreprises doivent aussi être réglementées pour tenir compte des facteurs externes environnementaux et sociaux.

Il faut effectuer des investissements publics dans le développement de marchés villageois ouverts, y compris les infrastructures tant ingénieriales (liées aux équipements) que sociétales (liées à la formation et au plaidoyer). Les réseaux sociaux ruraux informels sont de bonnes sources d'information, à l'instar des associations de producteurs plus formelles. Mais ces réseaux et ces associations sont les

uns comme les autres exclusifs : les personnes marginalisées sont moins susceptibles de figurer parmi leurs membres. En investissant dans des systèmes d'information qui sont disponibles à tous, dans des installations de marché améliorées et des règles de fonctionnement simples dans les marchés villageois, l'État peut jouer un rôle au moment d'établir un cadre d'opération plus équitable.<sup>70</sup>

## Gestion des risques et renforcement de la résilience

L'agriculture est une activité risquée. Les risques et les dangers viennent de tous côtés – changements des schémas météorologiques, catastrophes naturelles, flambées d'ennemis des cultures, prix sur les marchés, manque de ressources – et il est prévu que ces défis s'intensifient avec le début des changements climatiques, la pénurie d'eau et la croissance démographique. Investir dans l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux suppose aussi de réduire la vulnérabilité face aux risques, de renforcer la résilience face aux catastrophes lorsqu'elles surviennent et d'aider les personnes à se relever lorsqu'elles tombent. Pour aider les populations à échapper complètement à la pauvreté et en empêcher d'autres de sombrer dedans, il faut se munir d'autres outils financiers, de programmes solides de « filet de sécurité » et de stratégies de retrait fiables.

L'agriculture est de nature incertaine à cause de l'intervalle – souvent long – entre l'investissement dans les cultures et leur récolte. Les agriculteurs des zones marginales sont soumis à plus de risques en matière de production et de prix du fait de leurs environnements agricoles plus difficiles et parce qu'ils ne sont pas connectés aux marchés plus grands. Ils participent à des marchés « minces » dans lesquels les volumes sont faibles et les prix plus étroitement liés aux niveaux de production locaux. Ainsi, lorsque de nombreux agriculteurs subissent simultanément un déficit des cultures, l'accès limité à la nourriture provenant d'autres marchés fait monter en flèche les prix des marchés locaux, ce qui menace leur sécurité alimentaire en tant qu'acheteurs nets de nourriture.

Parmi les stratégies qui réduisent directement les risques figurent les technologies ou pratiques qui améliorent ou stabilisent les rendements. Les chaînes de marché verticalement intégrées, comme celles des cultures d'exportation de haute valeur et des plantes vivaces, ont pour effet de distribuer les risques entre les divers acteurs. La participation à des associations et des coopératives de producteurs peut être une autre manière de compenser le risque lié aux prix auxquels sont soumis les agriculteurs sur les marchés locaux.

Il existe d'autres stratégies qui aident les agriculteurs à s'en sortir dans des conditions de risque. Parmi elles figurent de meilleures informations sur les marchés et la météorologie. La diversification des revenus ou des cultures est courante dans les zones marginalisées, à travers la biodiversité des cultures, la culture intercalaire, la plantation

séquentielle, l'agroforesterie et la production intégrée de la culture et de l'élevage. Cependant, la gamme d'options non agricoles est plus étroite que dans les zones privilégiées.

Pour les agriculteurs pauvres, les interventions les plus prometteuses ne se situent pas toujours dans le secteur de l'agriculture. Il leur faut des filets de sécurité pour les aider à faire face aux chocs et les empêcher de prendre des décisions irréversibles avec des conséquences à long terme pour satisfaire des besoins à court terme. Lorsque les personnes pauvres ont à peine assez pour pourvoir à leurs besoins fondamentaux, les chocs peuvent aboutir à des réductions des dépenses nuisibles qui affectent le bien-être à long terme des ménages : maladies non soignées, enfants déscolarisés, régimes alimentaires en déclin. Lorsqu'ils se voient forcés de faire des choix afin de satisfaire des besoins à court terme qui, en fin de compte, minent la capacité de productivité future, les pauvres peuvent s'enfoncer encore plus dans la pauvreté.<sup>71</sup>

En cas de famine généralisée et de vente de biens sous l'effet de la panique, il survient un besoin désespéré de programmes de protection sociale, ou « filets de sécurité ». Les transferts d'aide alimentaire à court terme, les virements d'argent et les programmes de travaux publics peuvent être vitaux – les personnes les plus affectées par la crise financière actuelle sont un exemple parfait. S'ils étaient présents, les filets de sécurité pourraient contribuer à atténuer l'impact sur les personnes dont on prévoit qu'elles vont perdre leur emploi, et dont le nombre est estimé à 200 millions, et sur les 53 millions d'autres personnes qui se retrouveront prises au piège d'une vie avec moins de 2 dollars US par jour suite à la crise. La protection sociale doit être au tout premier plan des interventions de réduction de la pauvreté afin d'aider les pauvres à accéder à la nourriture et à satisfaire d'autres besoins fondamentaux dans les moments difficiles et afin de venir en aide à ceux qui ne sont pas en mesure d'entreprendre des activités de production de manière constante à cause d'obstacles comme l'âge, les problèmes de santé ou les handicaps.<sup>72</sup>

Encadré 8 – Transfert des risques pour l'adaptation dans la Corne africaine (Horn of Africa Risk Transfer for Adaptation - HARITA)

Les changements climatiques anthropogènes entraîneront un stress climatique sans précédent pour nombre des communautés les plus vulnérables du monde. Les populations ne sont pas en mesure de faire efficacement face aux chocs, aux schémas météorologiques moins prévisibles et à l'intensité et la fréquence croissantes des catastrophes naturelles. Les agriculteurs pauvres et ceux qui se trouvent dans les régions d'ores et déjà affectées par la sécheresse en Éthiopie ne sont pas une exception. Les Éthiopiens estiment que la sécheresse est le risque principal qui pèse sur leurs moyens de subsistance, car 85 pour cent des Éthiopiens dépendent de l'agriculture pluviale pour assurer leur subsistance.

L'assurance indexée sur les conditions météorologiques pourrait aider les agriculteurs à réduire leur exposition aux risques et à se sentir plus à l'aise au moment de prendre des risques pour la production, comme souscrire des crédits pour l'achat de semences améliorées. Oxfam et Swiss Re, en collaboration avec leurs partenaires Société du secours du Tigray (Relief

Society of Tigray - REST) et l'Institut international de recherche sur le climat et la société (International Research Institute (IRI) for Climate and Society), ont lancé un projet pilote novateur d'assurance indexée sur les conditions météorologiques pour la culture céréalière tef à Adi Ha, village situé dans le Tigray, Éthiopie, et soumis à une tension hydrique. Le Horn of Africa Risk Transfer for Adaptation (HARITA) se base sur un modèle participatif d'autonomisation qui collabore avec des agriculteurs et des organisations de paysans pour identifier leurs besoins et créer une véritable participation à la conception des produits.

Source : Oxfam America

La réduction de la pauvreté en renforçant la résilience aux chocs futurs à travers des filets de sécurité productifs – qui donnent lieu à une augmentation des revenus et stimulent des effets multiplicateurs dans l'économie et les marchés du travail – est prometteuse. La valeur des filets de sécurité productifs réside dans leur aptitude à, en premier lieu, atténuer les impacts des chocs après qu'ils surviennent et, en second lieu, créer un environnement porteur pour une croissance plus importante des biens et des revenus. Bien que les avantages de ces approches n'aient pas encore été prouvés, plusieurs projets pilotes sont en cours. Par exemple, le Hunger Safety Net Program (Programme de filet de sécurité contre la faim), soutenu par le Département britannique pour le développement international et le Gouvernement du Kenya, offre des virements mensuels de 15 dollars US aux ménages en situation de pauvreté extrême au Kenya. À partir de 2009, les ménages se verront de plus offrir une police d'assurance indexée. Les pertes seront mesurées au moyen d'images satellite des cheptels. Les programmes de ce type sont souvent trop coûteux pour les agriculteurs pauvres, de sorte que des subventions ou liens avec d'autres interventions d'amélioration des revenus afin de réduire la prime d'assurance peuvent constituer des moyens de surmonter cet obstacle. De plus, comme l'assurance peut améliorer l'aptitude des agriculteurs à remplir les conditions d'obtention de crédits, elle pourrait aussi mener à un accès amélioré à des crédits moins coûteux dans le cadre de plans intégrés.

## Développement financé par les agriculteurs

Lorsqu'il y a un potentiel important de créneau de marché, les associations de paysans peuvent avoir l'option de commanditer des travaux de recherche et de développement à des organismes privés, financés par des prélèvements sur les ventes. Les revenus ainsi obtenus permettent aux organisations de producteurs de se faire entendre lors de l'établissement de l'ordre du jour de recherche. Les recherches sur les cultures d'exportation dans de nombreux pays est-africains sont de plus en plus financées par les producteurs eux-mêmes. Des parts considérables des recherches dans les secteurs du café, du thé, du coton, du tabac, du cajou et de la canne à sucre sont financées ainsi en Tanzanie, au Kenya et, en moindre mesure, en Ouganda et au Zimbabwe. En Amérique latine, un certain nombre de pays – dont la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala et le Honduras – utilisent les

taxes sur la production ou l'exportation pour financer la R&D agricole sur les cultures de haute valeur (coton, café, canne à sucre, palmier à huile), par l'intermédiaire des associations de producteurs.

L'approche du financement par les agriculteurs, qui est tout particulièrement adaptée aux produits qui passent par une chaîne de marché étroite et bien intégrée, comme les produits d'exportation ou les cultures horticoles, est aussi une possibilité pour les cultures alimentaires de base, dans des conditions de marché similaires. Par exemple, les agriculteurs du Kenya et de l'Inde ont financé des recherches relatives au maïs et au blé, respectivement. Le développement financé par les agriculteurs pourrait convenir dans des zones marginalisées lors du développement de marchés pour des cultures orphelines de haute valeur. Qui plus est, une grande partie du développement et de l'adaptation des LEIT sera forcément financée sur une base privée par les agriculteurs et leurs communautés respectives, en reliant le développement de chaînes de valeur pour les cultures orphelines et l'atténuation des effets des changements climatiques.

## 6 Construire des moyens de subsistance durables en milieu rural

S'il est généralement vrai que les agriculteurs des zones privilégiées travaillent des terres potentiellement plus productives et jouissent d'un meilleur accès aux marchés, ils se heurtent néanmoins à des défis environnementaux croissants du fait de l'agriculture à fort apport d'intrants, de l'inégalité dans la distribution des terres et dans la qualité des terres, qui est souvent prononcée, tout comme le sont les iniquités relatives aux droits fonciers et du travail, en particulier pour les femmes. Certains petits agriculteurs sont « presque sans terre »,<sup>73</sup> et participent à des marchés du travail de plus en plus informels et temporaires. L'agriculture à forte intensité de capital, extrêmement rentable, va de pair avec d'autres formes de risques engendrés par l'inconstance des prix mondiaux et des marchés financiers. Les petits agriculteurs des zones privilégiées tireront vraisemblablement parti de l'utilisation d'approches agro-écologiques de la gestion des ressources, de l'amélioration de l'accès des femmes aux intrants et aux services, de la création de meilleures options de diversification des revenus et des moyens de subsistance, et de la réduction au minimum des pertes post-récoltes. Les programmes de protection sociale et les filets de sécurité doivent aussi faire partie des options disponibles.

L'érosion des sols, la diminution des nutriments et la salinité de l'eau sont autant d'impacts et de défis environnementaux sérieux, en partie du fait de la dépendance de l'agriculture à fort apport d'intrants. Certaines des innovations les plus prometteuses pour relever ces défis, en particulier en Asie, sont le labourage nul et la gestion intégrée des ennemis des cultures (IPM) parce que de nombreuses zones sont irriguées.<sup>74</sup> Les LEIT, vraisemblablement l'option la plus avantageuse pour les zones marginalisées, ont, de fait, affiché un taux de succès très élevé dans les zones privilégiées.<sup>75</sup> De plus, avec le début des changements climatiques, l'adoption d'approches agro-écologiques, durables sur le plan environnemental, dans les zones privilégiées est une nécessité.

### La sécurité alimentaire passe par les femmes

La sécurité alimentaire des ménages passe par les femmes.<sup>76</sup> Cependant, les investissements dans la production alimentaire ciblent en général plutôt les hommes que les femmes, parce qu'il est supposé que les connaissances seront diffusées à toute la famille. Or, ces informations ne sont souvent pas adaptées aux besoins des femmes. L'adoption de technologies, par exemple, dépend de nombreux facteurs, parfois indépendants de la technologie elle-même. L'accès aux ressources comme les terres, le crédit, les intrants et l'information est



souvent insuffisant. Ainsi, même si une femme a accès à sa propre parcelle, les différences de rendement sont imperceptibles si les autres contraintes ne sont pas abordées rapidement.

Les agricultrices, et surtout les ménages dont le chef est une femme, ne sont souvent pas contactés par les services de vulgarisation.<sup>77</sup> Les rendements inférieurs des agricultrices sont attribuables à des niveaux inférieurs d'intrants, comme les engrais et le crédit., symptomatiques d'un accès plus limité aux terres, à la vulgarisation et aux services financiers.<sup>78</sup> En termes statistiques, une fois que ces facteurs sont pris en compte, les femmes et les hommes qui cultivent le maïs dans l'ouest du Kenya sont aussi efficaces les unes que les autres et répondront de manière égale à des prix du maïs plus élevés.

Le « potentiel manqué » en termes de productivité agricole dû à l'échec à investir dans les femmes et leurs besoins est considérable. La Banque mondiale a constaté qu'au Burkina Faso, les transferts de main-d'œuvre et d'engrais entre les parcelles des hommes et celles des femmes pourraient accroître le rendement d'entre 10 et 20 pour cent ; au Kenya, si l'on fournissait aux agricultrices les mêmes intrants et éducation qu'aux hommes, on pourrait accroître les rendements de plus de 20 pour cent ; en Tanzanie, si l'on réduisait les fardeaux qui accaparent le temps des femmes, on pourrait accroître les revenus des petites cultivatrices de café et de bananes de 10 pour cent ; enfin, en Zambie, si les femmes jouissaient du même degré global d'investissement de capitaux dans les intrants agricoles, y compris les terres, que leurs homologues de sexe masculin, leur rendement pourrait augmenter de jusqu'à 15 pour cent.

Lorsqu'on leur fournit une combinaison de droits fonciers, d'intrants et de crédits qui s'attaque simultanément à des contraintes multiples, les ménages dont le chef est une femme dans les zones privilégiées apporteront une contribution égale à la croissance agricole.<sup>79</sup> Cependant, il faut accorder une attention aux nombreuses exigences qui s'exercent sur le temps des femmes. Par exemple, les femmes ne sont souvent pas en mesure d'assister aux réunions de vulgarisation à cause de ces exigences, mais garantir leur accès à ces services aura pour effet d'améliorer la productivité agricole des femmes et, par voie de conséquence, la nutrition de leur famille, tout en générant une demande accrue de biens et de services dans l'économie.

## Exploiter la dimension équitable dans les marchés de haute valeur

Petit n'est pas toujours synonyme de pauvre ou inefficace. La concurrence est considérablement liée aux biens et atouts, y compris humains, sociaux, financier et capital physique autre que les terres. De nombreux agriculteurs à petite échelle participent à des chaînes de marché de haute valeur, y compris les supermarchés, lorsqu'ils ont accès à l'irrigation, à l'information, à l'éducation et au transport, ce qui leur permet de développer leurs connaissances et leur capital social. Par



exemple, les cultivateurs de laitue du Guatemala qui exploitent des parcelles de 2 hectares – surface qui définit généralement une petite exploitation, sont plus susceptibles de participer aux chaînes d’approvisionnement des supermarchés lorsqu’ils ont reçu une éducation, que leurs exploitations sont irriguées, qu’ils vivent près d’axes routiers, ont des camions et sont membres d’une organisation de producteurs.<sup>80</sup>

Mais ce n’est que dans de rares conditions que l’accent mis sur les chaînes d’exportation de haute valeur profitera aux paysans pauvres parce que, si l’on donne le choix aux supermarchés, ils préfèrent traiter avec des exploitations moyennes et grandes comme fournisseurs. Or, les ouvriers employés par des exploitations moyennes et grandes sont souvent soumis à des conditions de travail épouvantables qui finissent par avoir des conséquences néfastes : longues journées de travail, salaires bas, environnements précaires et insalubres. Les ouvriers doivent s’organiser et les détaillants et les agriculteurs doivent s’engager à respecter les normes du travail.<sup>81</sup>

Pour améliorer les chances de ce que les chaînes d’exportation de haute valeur parviennent aux paysans pauvres, les investissements doivent encourager les agriculteurs à « suivre la demande ». Les gouvernements nationaux doivent améliorer les infrastructures de transport et proposer des crédits aux négociants, aux entreprises de transformation et aux agriculteurs.<sup>82</sup> Les gouvernements peuvent mettre en place un certain nombre de politiques générales pour aider les détaillants à contribuer à l’« inclusivité dans le développement ». Parmi elles figurent :

- la mise en application de réglementations appropriées dans le secteur des supermarchés, comme par exemple des politiques visant à promouvoir la concurrence dans les chaînes oligopolistiques comme celles qui existent en Amérique latine
- la modernisation des infrastructures et des services fournis aux détaillants et aux agriculteurs dans les marchés de gros
- l’aide aux agriculteurs pour qu’ils s’organisent afin de pouvoir fournir les supermarchés<sup>83</sup> et
- la mise en œuvre et en application des normes du travail internationalement acceptées.

Les pertes post-récoltes constituent également une importante contrainte pour l’intégration productive dans les chaînes de valeur. Les étapes entre la récolte et la consommation sont nombreuses (nettoyage, emballage, entreposage, transport et transformation), ce qui laisse de nombreuses occasions de détérioration et d’endommagement. De fait, selon des études menées sur le terrain, entre 40 et 50 pour cent des cultures horticoles produites en Afrique sont perdues avant de pouvoir être consommées.<sup>84</sup> En Inde, les pertes post-récoltes représentent 40 pour cent de la production annuelle.<sup>85</sup> Les fruits et les légumes sont perdus principalement parce qu’ils sont abîmés, se dessèchent ou pourrissent durant leur manutention.

Or, les solutions à ces défis peuvent être simples et présenter un bon

rapport résultats/coûts. Par exemple, les caisses utilisées en Afrique pour stocker les fruits et les légumes sont fabriquées en matériaux grossiers et sont difficiles à empiler. Les caisses en bois peuvent être doublées de panneaux de fibres, qui ne coûtent pas cher et protègent le contenu des égratignures et des coupures. Lorsqu'il y a plus de moyens, on peut envisager des caisses en plastique empilables. Dans les régions rizicoles du sud-est asiatique, les agriculteurs ont parfois besoin de sacs plus durables pour éviter les fuites, la détérioration et la contamination et pour faciliter le transport. Parmi les autres activités simples figurent la construction de structures et d'auvents pour garder les produits récemment cueillis à l'ombre afin de réduire la température lors de leur manutention, lorsqu'il est impossible d'avoir recours à l'entreposage réfrigéré. Des investissements peu coûteux dans ces domaines pourraient donner lieu à d'excellents résultats.

## Mettre les services financiers au service des pauvres

Les agriculteurs peuvent recevoir une assistance pour mieux gérer les risques par le biais de la prestation de services financiers. Les services financiers offerts par les institutions de microcrédit ont fait des progrès considérables pour ce qui est d'incorporer les agriculteurs pauvres dans les activités économiques génératrices de revenus, mais ils ont remporté un succès plus limité dans le secteur de l'agriculture. En général, le crédit agricole n'est pas proposé pour les cultures ou les investissements dans les exploitations, comme l'irrigation, car ils se sont avérés trop onéreux et rigides. Les services financiers, même ceux de microcrédit, sont notoirement difficiles à se procurer dans les zones rurales, en particulier pour les groupes marginalisés et les femmes. À l'échelle mondiale, les femmes reçoivent un pour cent, selon les estimations, de tous les crédits agricoles.<sup>86</sup> Et lorsque les femmes reçoivent un crédit, c'est souvent par l'intermédiaire d'hommes de leur famille. Pour relever ces défis, lorsque c'est culturellement approprié, de nombreuses femmes de zones rurales participent à des associations rotatives d'épargne et de crédit (AREC). Oxfam soutient nombre de ces initiatives en Afrique de l'Ouest, en Asie de l'Est et en Amérique centrale. Elles se sont avérées faciles à reproduire à faible coût, elles renforcent la solidarité et l'assurance et donnent lieu à de nouveaux débouchés pour les femmes et les hommes des zones rurales.

### ENCADRÉ 9 – Épargner pour le changement

Parfois il suffit d'un lieu sûr où mettre ses économies ou de l'obtention d'un petit prêt pour permettre à une famille de sortir de la pauvreté. Mais nombre de personnes pauvres ne peuvent pas s'adresser aux banques ou aux unions de crédit pour obtenir une aide de ce type. Souvent, ces services ne sont pas disponibles, surtout dans les zones rurales, et lorsqu'ils le sont, les personnes pauvres peuvent ne pas satisfaire les critères requis.

À travers « Épargner pour le changement », Oxfam aide des femmes pauvres du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso, du Salvador et du

Cambodge à améliorer leurs moyens de subsistance et à se construire un avenir meilleur en leur octroyant un accès accru aux services financiers. Des groupes villageois sont soutenus pour qu'ils puissent fonctionner comme leurs propres banques communautaires, dans le cadre desquelles les membres des groupes d'épargne économisent, accordent des prêts et se versent mutuellement des intérêts sans risquer de s'endetter auprès d'un organisme de crédit, d'un prêteur sur gages ou d'un intermédiaire quelconque. Ces prêts servent à lancer de petites entreprises, à participer au commerce à petite échelle et à acheter des biens dont les familles ont grand besoin.

Au fur et à mesure que le nombre de femmes qui participent à ce programme s'accroît, la manière dont elles se voient et dont elles voient leur place au sein de leur famille et de leur village change. Au Mali, les réunions des groupes constituent un forum permettant aux villageois d'apprendre à prévenir et à traiter le paludisme. Au Cambodge, les participants à « Épargner pour le changement » suivent une formation dans le Système d'intensification des systèmes rizicoles (System of Rice Intensification - SRI), une nouvelle manière de cultiver le riz qui accroît la productivité tout en réduisant l'utilisation des pesticides et produits chimiques toxiques.

Depuis le lancement d'Épargner pour le changement en avril 2005, plus de 250.000 femmes et hommes pauvres, répartis dans cinq pays, ont intégré des groupes d'épargne et de crédit. Leur économies atteignent jusqu'à 4 millions de dollars US jusqu'ici et le programme continue son expansion.

Source : Oxfam America

Les agriculteurs pauvres sous-investissent en général dans leurs exploitations parce qu'une mauvaise décision peut avoir des conséquences catastrophiques. Les agriculteurs ont besoin des outils financiers qui les encourageront à prendre des risques potentiellement gratifiants. Les plans d'assurance indexés sur les conditions météorologiques, lorsqu'ils sont possibles à concevoir et à mettre en œuvre, peuvent protéger contre les pertes de revenus, de rendement et de prix. Les politiques d'assurance peuvent aussi être intégrées avec des crédits et d'autres types d'intrants, comme les semences ou les engrais améliorés et liées aux transferts d'argent en échange de travail dans des programmes de travaux publics. Des outils financiers appropriés doivent être créés à travers des modèles de conception participatifs pour limiter les risques et réduire l'impact des chocs économiques et climatiques pour les agriculteurs pauvres.

## La diversification des revenus et la mise en application des droits du travail améliorent les moyens de subsistance

Les revenus obtenus grâce à des activités extra-agricoles (à l'extérieur de sa propre exploitation) sont importants pour la plupart des agriculteurs du monde, quelle que soit la taille de leur exploitation ou l'endroit où ils se trouvent. De fait, ils représentent entre un et deux tiers des revenus des petits agriculteurs de par le monde.

**Figure 6. Revenus extra-agricoles des petits agriculteurs, par région - pourcentage**

Région	Surface moyenne de l'exploitation	Part des revenus extra-agricoles, en moyenne (%)
Afrique	1,6	42
Asie	1,6	32
Amérique latine et Caraïbes	67,0	40

Source : Nagayets (2005) ; Haggblade, Hazell et Reardon (2005).

Selon des études menées récemment par Oxfam, au Chili, les petits agriculteurs tirent entre 50 et 60 pour cent de leurs revenus de la production agricole, mais entre 26 et 29 pour cent d'activités réalisées à l'extérieur de leur propre exploitation (ici « extra-agricoles »). Presque deux tiers de la totalité des petits agriculteurs entreprennent un travail agricole salarié pour survivre. Pour les femmes, ceci peut aboutir à des journées de travail extraordinairement longues, qui peuvent dépasser 12 heures ; ainsi, elles partagent leur temps entre leur propre parcelle, les terres de tiers et leurs responsabilités familiales. En Colombie, le travail salarié constitue 30 pour cent des revenus familiaux découlant de la parcelle des familles. Mais presque 70 pour cent des ouvriers ruraux gagnent moins que le salaire minimum, 50 pour cent des emplois sont informels et 90 pour cent des travailleurs ne reçoivent aucune allocation.

**Figure 7. Composition de l'emploi rural extra-agricole par région (pourcentage)**

	Part extra-agricole de la main-d'œuvre rurale %	Part des femmes des emplois ruraux extra-agricoles	Manufacture	Parts des emplois ruraux extra-agricoles			Total des emplois extra-agricoles
				Commerce et transport (1)	Services financiers et personnels (2)	Construction, services publics, mines et autres (3)	
Afrique	10.9	25.3	23.1	221.9	24.5	30.4	100
Asie	24.8	20.1	27.7	26.3	31.5	14.4	100
Amérique latine	35.9	27.5	19.5	19.6	27.3	33.5	100
Asie de l'Ouest et Afrique du Nord	22.4	11.3	22.9	21.7	32	23.2	100

**Remarques :**

1. « Commerce et transport » englobe commerce de gros et au détail, transport et entreposage.
2. « Autres services » englobe services financiers, d'assurance, et communautaires et sociaux.
3. « Autres » englobe l'exploitation minière et de carrières, les services publics, la construction et les autres activités non classifiées.
4. Données de pays pondérées selon la taille de la main-d'œuvre totale du secteur primaire

Source : 31 recensements démographiques résumés par Hazell, Haggblade et Reardon (à paraître). Les chiffres globaux régionaux pondèrent les données des pays selon la taille de la main-d'œuvre totale du secteur primaire.

En Asie, la superficie des exploitations a diminué et le nombre de personnes sans terre et presque sans terre a augmenté. En Asie du Sud, il est courant de trouver entre un tiers et la moitié de la population rurale démunie de terres.<sup>87</sup> Une étude récente menée au Ghana confirme que les ménages dont le chef est une femme représentent une part plus importante de la population des « presque sans terre ».<sup>88</sup> Par conséquent, presque la moitié des personnes qui travaillent dans le secteur de l'agriculture sont des ouvriers agricoles et le nombre d'ouvrier salariés comme pourcentage de la main d'œuvre agricole est à la hausse. Le travail agricole est souvent temporaire ou saisonnier, informel et, de plus en plus, féminin. Les salaires sont faibles par rapport à ceux des autres secteurs et les conditions de travail sont souvent dangereuses et défavorables. Selon l'OIT, 170.000 ouvriers agricoles trouvent la mort au travail tous les ans.

Le nombre de femmes salariées qui travaillent dans l'agriculture connaît une augmentation rapide. La part détenue par les femmes des emplois ruraux extra-agricoles est d'au moins 20 pour cent, sauf en Asie et en Afrique du Nord. Le travail des femmes est aussi de plus en plus temporaire, présente un biais de genre manifeste et l'écart salarial entre les hommes et les femmes est énorme. La protection des droits du travail des femmes est limitée et souvent mal mise application, si tant est qu'il y a une législation.

Les ouvriers agricoles salariés sont soumis à de nombreux aléas et sont rarement protégés par le droit du travail national. Comme la plupart des droits du travail privilégient l'emploi industriel, l'agriculture est souvent entièrement exclue. Et il n'est guère possible de mettre en application des lois qui n'existent pas. Les ouvriers agricoles salariés ont besoin d'une législation applicable qui garantisse une meilleure protection des travailleurs, des salaires minimums, des retraites et l'accès aux soins de santé.

## 7 Conclusions et recommandations

Pour réduire la pauvreté, parvenir à la sécurité alimentaire et atténuer les effets des changements climatiques, l'investissement dans l'agriculture doit devenir une priorité absolue pour les bailleurs de fonds et les gouvernements nationaux. Les personnes et les lieux dans lesquels il faudra investir sont tout aussi importants, si ce n'est plus, que la quantité investie. Les investissements doivent être prévisibles, transparents, inconditionnels et parvenir aux agriculteurs des communautés marginalisées par des moyens participatifs et autonomisants. Malgré le faible rendement des investissements dans les zones marginalisées aux yeux du secteur privé, l'investissement dans les agriculteurs pauvres est une stratégie porteuse. Bien que le développement de technologies agricoles novatrices puisse s'avérer crucial, si l'on veut satisfaire les besoins de ces agriculteurs, le vide laissé par le retrait du secteur privé doit être comblé par le secteur public. Les investissements doivent être adaptés à leurs environnements et besoins agricoles, lesquels sont très divers. Étant donné les défis auxquels se heurtent ces agriculteurs, les meilleurs investissements dans l'agriculture pourraient se situer complètement en dehors des domaines technologique et agricole. Dans les zones privilégiées, il faut fournir des efforts plus concertés pour réduire l'inégalité et assurer la durabilité environnementale. Surtout, les investissements dans l'agriculture doivent être adaptés à chaque contexte, durables au plan social et environnemental, autonomisants et participatifs ; ils doivent en outre traiter les femmes et les hommes de manière égale.

### **Oxfam recommande aux bailleurs de fonds, aux gouvernements nationaux et aux investisseurs privés de :**

- 1. Placer l'agriculture au centre de leurs préoccupations.** Pour réduire la pauvreté, l'agriculture doit redevenir une priorité absolue pour les gouvernements et les bailleurs de fonds.
- 2. Investir davantage et plus judicieusement.** Les investissements dans l'agriculture doivent être plus importants que ceux initialement prévus. Ils doivent être prévisibles, transparents, non conditionnés, canalisés à travers le soutien budgétaire et complétés par des financements destinés aux groupes de la société civile, pour qu'ils jouent leur rôle de « sentinelle » des gouvernements voire celui de prestataires de services.
- 3. Reconnaître la diversité des environnements et des investissements qui y sont liés.** Les investissements dans l'agriculture et la recherche agricole pour les zones marginalisées

doivent être participatifs, déterminés par la demande et réalisés en tenant compte de la spécificité de l'environnement où ils sont réalisés.

## **Oxfam recommande que les gouvernements, avec l'aide des bailleurs de fonds, fassent tout pour :**

**1. Comblent l'espace laissé par le secteur privé.** Étant donné que les investisseurs du secteur privé estiment peu rentable d'investir dans des zones marginales, le secteur public et le secteur non-lucratif doivent y jouer un rôle renforcé.

**2. Renforcer durablement les conditions de vie des populations rurales.** Les investissements publics dans l'agriculture sont primordiaux. Mais ils doivent s'accompagner d'investissements ruraux non agricoles, tels que les infrastructures ou encore l'éducation et les soins de santé, afin d'avoir un impact maximum sur la productivité et, *in fine*, sur la réduction de la pauvreté.

**3. Investir dans les zones marginales.** Les investissements agricoles doivent profiter à ceux qui n'en ont pas bénéficié : selon certaines estimations, 66 pour cent des pauvres en milieu rural seraient concernés. Une stratégie qui mettrait exclusivement l'accent sur les investissements agricoles dans des zones privilégiées serait contre-productive, et ce particulièrement dans les pays qui disposent de peu de terres à fort potentiel.

**4. Soutenir des technologies adaptées.** Il est nécessaire d'investir dans le développement de technologies nécessitant peu d'intervention externe et qui permettent de préserver les ressources, de réduire la dépendance à l'égard des intrants et de renforcer l'autonomisation des agriculteurs dans les zones marginales et privilégiées.

**5. Reconnaître qu'il n'y a pas de « solution miracle ».** Tout comme il n'existe pas de technologie unique, qui puisse fonctionner partout, la technologie elle-même n'est qu'un élément de la solution. Les investissements doivent également concerner les secteurs autres qu'agricole afin de fournir des filets de sécurité aux populations les plus vulnérables face aux chocs climatiques ou ceux liés au marché.

**6. Soutenir les agriculteurs et leurs communautés** pour qu'ils puissent participer à l'identification de leurs propres besoins et des investissements les mieux adaptés. Et renforcer les capacités de leurs organisations pour qu'elles puissent entreprendre des actions collectives afin de négocier de meilleurs prix et l'accès à de meilleurs services pour qu'*in fine*, les agriculteurs parviennent à autofinancer certaines priorités de développement.

**7. Considérer les personnes comme la principale ressource à développer.** Le seul apport d'une meilleure technologie ne suffira pas à éliminer la faim ou à améliorer la sécurité alimentaire. Les investissements dans des technologies agricoles efficaces dans les zones marginalisées requièrent des investissements considérables de la part des agriculteurs eux-mêmes. La plupart des nouvelles technologies prometteuses requièrent beaucoup de connaissances. Leur adoption et leur impact dépendent de l'éducation des agriculteurs en dehors de la scolarisation formelle, comme lors de formation professionnelle.

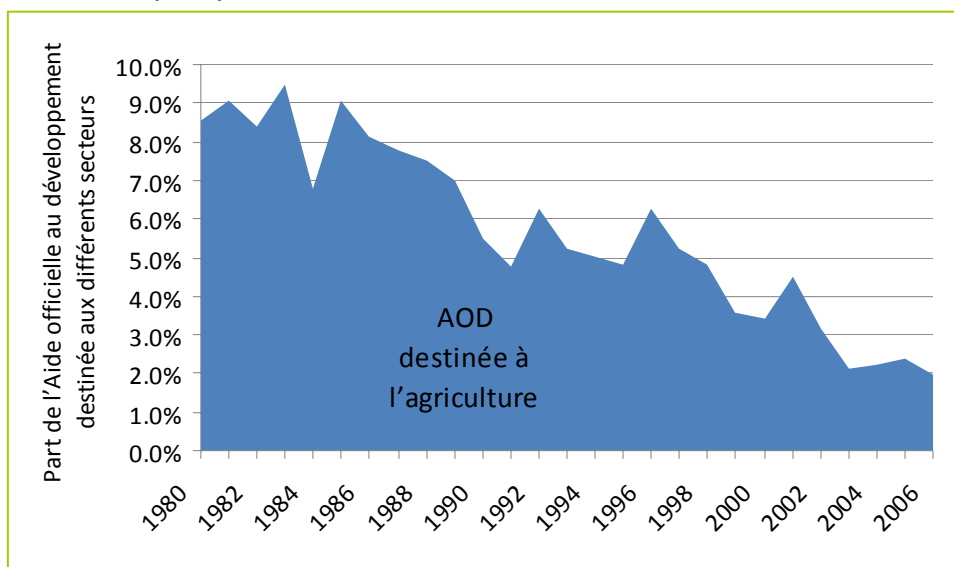


**8. Renforcer les droits du travail.** Les ouvriers agricoles salariés ont besoin d'une législation qui puisse être appliquée et qui garantisse une meilleure protection des travailleurs, des salaires minimum, des retraites et un accès aux soins de santé.

**9. Investir dans les besoins des femmes.** Les femmes représentent la clé de voûte de la sécurité alimentaire. Les investissements dans l'agriculture doivent impliquer les femmes et aborder leurs besoins dans l'agriculture et les secteurs associés. Leur accès aux intrants et aux services financiers doit être amélioré afin de soutenir leurs initiatives.

# Annexe I. Aide officielle au développement (AOD) dans le secteur de l'agriculture

## A. L'agriculture comme part de l'Aide officielle au développement (AOD) totale



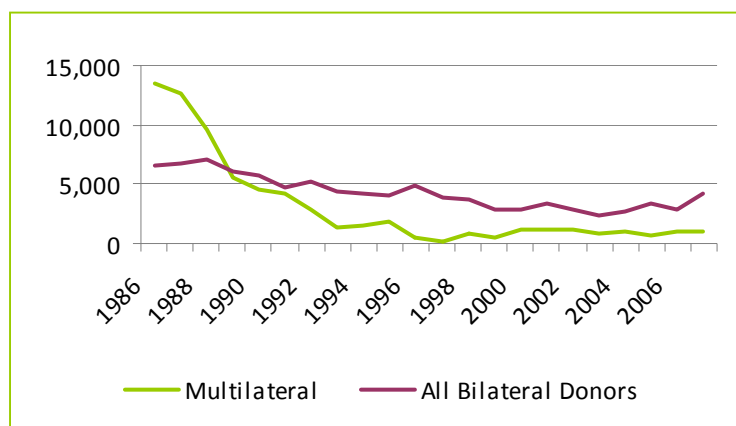
Source : Calculs des auteurs sur la base des données de OECD Stat.

## B. Assignment par secteur de l'Aide officielle au développement (AOD) 1998–2007

Secteur	Assignment moyenne par an, 1998-2007
Action relative à la dette	\$11.399.698.000
Transport, entreposage, communications, énergie	\$9.177.494.000
Multi-secteurs/transversaux/non assigné/non précisé	\$8.982.732.000
Gouvernement et société civile	\$7.762.319.000
Éducation	\$7.376.472.000
Santé, y compris démographique et génésique	\$6.393.776.000
Aide humanitaire	\$6.040.225.000
Aide aux produits de base	\$4.679.909.000
Frais administratifs des bailleurs de fonds	\$4.320.966.000
Autres infrastructures et services sociaux	\$4.183.097.000
Agriculture, foresterie, pêche	\$4.029.451.000
Alimentation en eau et assainissement	\$3.695.842.000
Entreprises, banque, finances et autres services	\$2.305.185.000
Soutien aux ONG	\$2.167.924.000
Industrie, construction, mines, tourisme, commerce, etc.	\$2.012.173.000
Réfugiés dans les pays bailleurs de fonds	\$1.623.935.000

Source : Calculs des auteurs sur la base des données d'OECD Stat.

### C. Aide officielle au développement (AOD) multilatérale contre bilatérale dans le secteur de l'agriculture



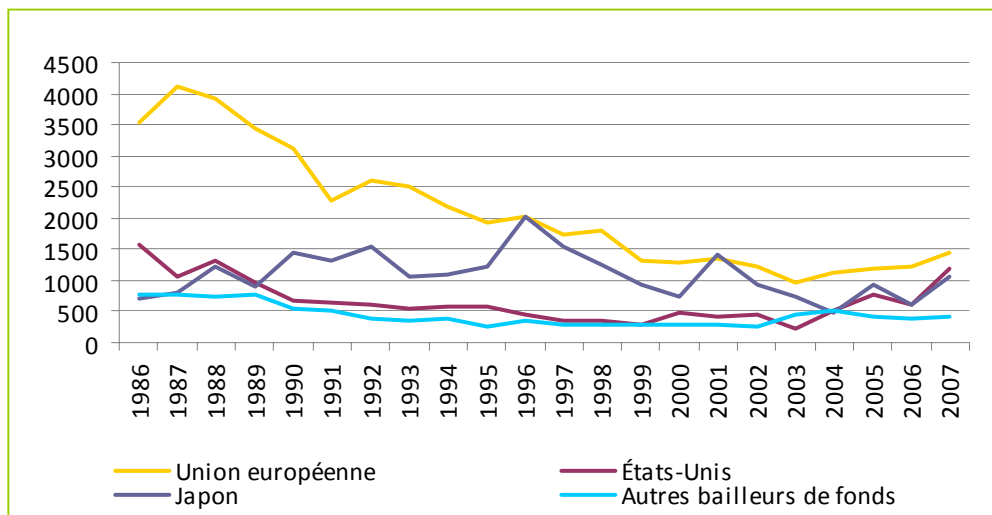
Source : Calculs des auteurs sur la base des données d'OECD Stat.

### D. Dix premiers bailleurs de fonds bilatéraux d'Aide officielle au développement dans le secteur de l'agriculture 1995–2007

Place	Pays bailleur de fonds	AOD à l'agriculture 1995–2007
1	Japon	\$8.175.243.942
2	États-Unis	\$5.777.363.181
3	France	\$2.832.595.248
4	Allemagne	\$2.230.933.842
5	Royaume-Uni	\$1.733.700.679
6	Pays-Bas	\$1.582.827.797
7	Canada	\$1.187.265.396
8	Danemark	\$1.178.342.676
9	Belgique	\$938.555.998
10	Australie	\$802.428.409

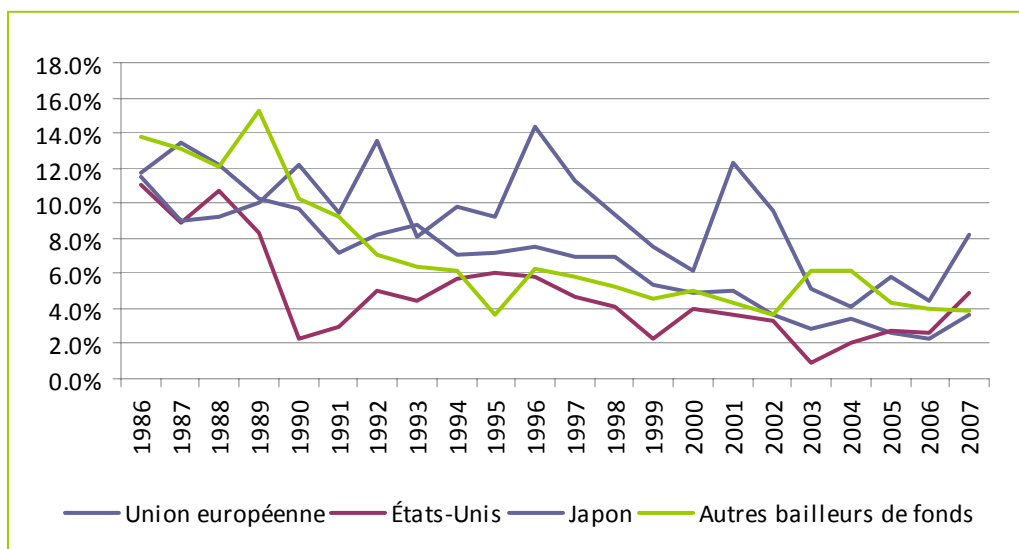
Source : Calculs des auteurs sur la base des données d'OECD Stat.

**E. Aide officielle au développement (AOD) bilatérale dans le secteur de l'agriculture en millions de dollars 2006 constants**



Source : Calculs des auteurs sur la base des données d'OECD Stat..

**F. Aide officielle au développement (AOD) bilatérale dans le secteur de l'agriculture comme part de l'AOD totale**



Source : Calculs des auteurs sur la base des données d'OECD Stat.

\* Parmi les autres bailleurs de fonds figurent la Nouvelle-Zélande, la Corée, la Norvège, la Suisse, la Turquie, le Canada et l'Australie.

**G. 15 premiers récipiendaires (chiffres cumulés) d'Aide officielle au développement (AOD) dans le secteur de l'agriculture 2000–2007**

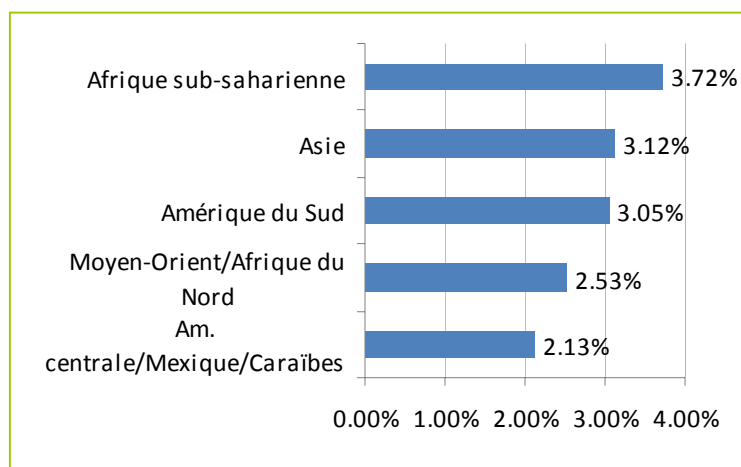
Place	Pays récipiendaire	AOD à l'agriculture 2000–2007
1	Inde	\$2.474.233.636
2	Viet Nam	\$1.570.924.335
3	Afghanistan	\$1.191.400.812
4	Indonésie	\$1.093.409.343
5	Éthiopie	\$959.114.225
6	Chine	\$933.912.192
7	Kenya	\$758.517.856
8	Pakistan	\$744.527.632
9	Mali	\$718.027.230
10	Ghana	\$709.315.061
11	Tanzanie	\$621.554.504
12	Bolivie	\$591.571.847
13	Égypte	\$577.144.065
14	Bangladesh	\$530.893.288
15	Colombie	\$516.261.103

Source : Calculs des auteurs sur la base de données tirées du Système de notification des pays créanciers d'OECD Stat.

\*L'agriculture englobe la foresterie et la pêche

## Annexe II. Régions récipiendaires

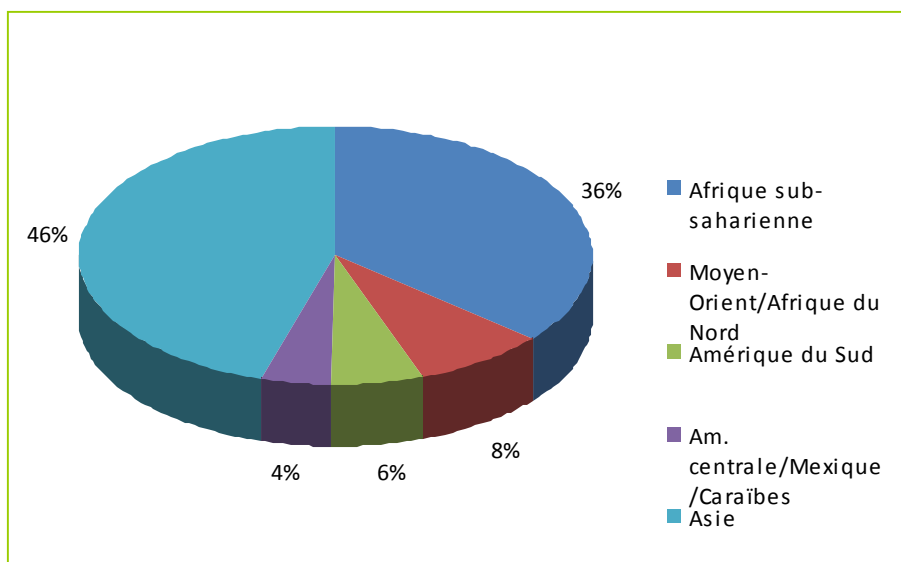
### A. Taux de croissance régionaux moyens du Produit intérieur brut (PIB) agricole 1990–2005



Source : Calculs des auteurs d'après les données tirées de la base de données des indicateurs de développement mondial du Groupe de la Banque mondiale et du Rapport mondial sur le développement humain de 2008.

\* Pays pondérés selon le PIB agricole 2003-2005, tiré du Rapport sur le développement mondial de 2008.

### B. Aide officielle au développement (AOD) dans le secteur de l'agriculture par région récipiendaire 1986–2006



Source : Calculs des auteurs sur la base de données tirées du Système de notification des pays créanciers d'OECD Stat.

\*Les Rapports de couverture avant 1995 sont en moyenne de 68% pour le secteur agricole.

### C. Importance de l'Assistance officielle au développement (AOD) dans le secteur de l'agriculture par région

Région	AOD cumulée destinée à l'agriculture (1986-2006)	AOD annuelle moyenne destinée à l'agriculture (1986-2006)	Taux de croissance de l'AOD destinée à l'agriculture (1986-2006)	AOD annuelle moyenne destinée à l'agriculture par habitant rural (1986-2006)	AOD annuelle moyenne destinée à l'agriculture par habitant rural (cinq dernières années)
Asie-Pacifique	\$39.271.590.062	\$1.870.075.717	-6,12%	\$0,87	\$0,53
Am. centrale/ Mexique/Caraïbes	\$3.895.138.186	\$185.482.771	-7,03%	\$2,78	\$2,30
Moyen- Orient/Afrique du Nord	\$7.246.334.764	\$345.063.560	-7,94%	\$2,80	\$1,50
Amérique du Sud	\$5.014.838.893	\$238.801.852	1,31%	\$2,46	\$3,06
Afrique sub- saharienne	\$31.475.875.799	\$1.498.851.229	-11,14%	\$3,32	\$2,33
Total	\$86.903.777.704	\$4.138.275.129	-7,70%	\$1,43	\$0,98

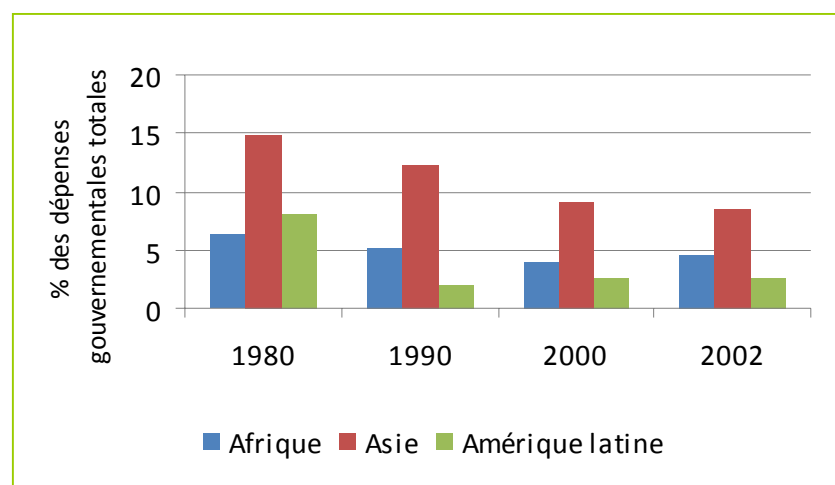
Source : Calculs des auteurs sur la base de données tirées du Système de notification des pays créanciers (CRS) d'OECD Stat et Sebastian

\* La couverture du CRS dans le secteur de l'agriculture avant 1995 est en moyenne de 68%

\*\* Le taux de croissance total de l'AOD destinée à l'agriculture est une moyenne pondérée des taux de croissance régionaux.

\*\*\* L'AOD annuelle moyenne totale destinée à l'agriculture par habitant est un total pondéré.

### D. Dépenses des gouvernements nationaux dans le secteur de l'agriculture

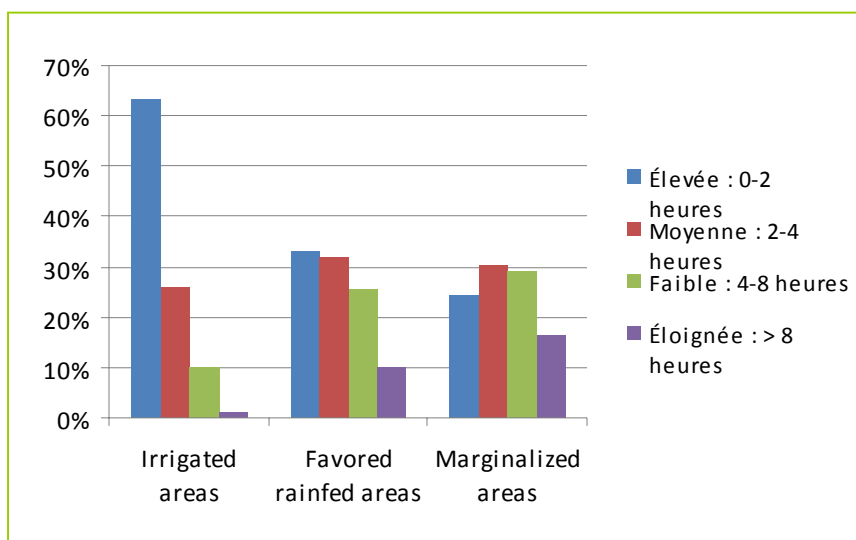


Source : Données tirées de *Public Expenditures, Growth, and Poverty*, sous la direction de Shenggen Fan



## ANNEXE III. Zones marginalisées

### A. Proximité des marchés en voiture au sein des pays à faible revenu par degré de « caractère privilégié » des zones



Source : Calculs des auteurs sur la base des données de Sebastian

**B. 25 premiers pays par pourcentage de la population (à l'intérieur des terres agricoles) qui vit dans des zones marginalisées**

Classement	Pays	Pourcentage de la population (à l'intérieur des terres agricoles) qui vit dans des zones marginalisées	Population (à l'intérieur des terres agricoles) qui vit dans des zones marginalisées	Moyenne annuelle (1995-2007) de l'AOD à l'agriculture, en dollars US de 2006	Moyenne annuelle (1995-2007) de l'AOD à l'agriculture par habitant rural, en dollars US de 2006	Moyenne annuelle (1995-2007) de l'AOD à l'agriculture comme pourcentage du PIB agricole
1	Botswana	99,96%	659.409	2.010.929	2,03	1,21%
2	Érythrée	99,84%	2.505.016	14.238.724	4,65	10,95%
3	Namibie	99,71%	614.138	5.770.132	5,51	1,55%
4	Niger	98,73%	8.545.284	29.413.783	3,34	3,50%
5	Mauritanie	98,68%	532.721	18.895.966	24,79	5,67%
6	Mongolie	98,28%	729.846	11.754.720	11,31	3,33%
7	Somalie	92,60%	3.863.086	2.349.816	0,35	N/A
8	Lesotho	92,57%	1.359.427	4.254.415	2,88	3,14%
9	Sénégal	79,88%	3.769.490	50.869.971	10,04	5,82%
10	Gambie	75,58%	417.631	5.574.975	9,44	3,93%
11	Bolivie	74,90%	1.847.485	65.468.639	19,76	4,88%
12	Mali	74,29%	5.592.134	69.069.734	8,05	5,59%
13	Iran	73,64%	18.060.272	489.587	0,02	<0,01%
14	Zimbabwe	73,18%	4.438.963	21.264.126	2,71	1,87%
15	Cisjordanie	73,16%	257.594	8.908.503	18,48	N/A
16	Burkina Faso	72,62%	6.872.834	57.498.417	5,76	6,08%
17	Jamaïque	71,24%	781.125	6.198.252	5,36	1,00%
18	Éthiopie	69,73%	27.611.376	120.046.287	2,16	2,45%
19	Panama	68,71%	687.676	1.546.342	1,28	0,16%
20	Maroc	67,81%	7.751.584	37.662.568	2,85	0,51%
21	Pérou	67,18%	4.998.902	52.537.044	3,82	1,08%
22	Jordanie	66,48%	444.583	12.971.447	11,37	4,97%
23	Afghanistan	65,78%	10.619.156	92.350.831	5,27	N/A
24	Turquie	63,80%	12.647.787	6.568.703	0,28	0,02%
25	Équateur	63,59%	2.847.878	27.696.959	5,41	1,31%

\*Sources : Calculs des auteurs basés sur des données de Sebastian, du Système de notification des pays créanciers d'OECD Stat, des indicateurs de développement du Groupe de la Banque mondiale.

**C. 25 premiers pays selon la part de terres agricoles considérées  
comme des terres marginalisées**

<b>Classement</b>	<b>Pays</b>	<b>Pourcentage de terres agricoles considérées comme des terres marginalisées</b>	<b>Terres agricoles considérées comme des terres marginalisées, en km<sup>2</sup></b>	<b>Moyenne annuelle (1995-2007) de l'AOD à l'agriculture, en dollars US de 2006</b>	<b>Moyenne annuelle (1995-2007) de l'AOD à l'agriculture par habitant rural, en dollars US de 2006</b>	<b>Moyenne annuelle (1995-2007) de l'AOD à l'agriculture comme pourcentage du PIB agricole</b>
1	Namibie	99,97%	277.771	5.770.132	5,51	1,55%
2	Botswana	99,97%	252.277	2.010.929	2,03	1,21%
3	Érythrée	99,77%	71.916	14.238.724	4,65	10,95%
4	Niger	99,51%	339.543	29.413.783	3,34	3,50%
5	Mauritanie	99,47%	170.878	18.895.966	24,79	5,67%
6	Mongolie	98,67%	762.854	11.754.720	11,31	3,33%
7	Somalie	97,05%	226.350	2.349.816	0,35	N/A
8	Lesotho	92,09%	28.644	4.254.415	2,88	3,14%
9	Mali	83,55%	389.134	69.069.734	8,05	5,59%
10	Kenya	82,99%	338.875	76.687.199	3,16	1,69%
11	Afghanistan	82,62%	392.862	92.350.831	5,27	N/A
12	Bhoutan	82,15%	10.545	4.824.409	2,05	3,26%
13	Zimbabwe	81,97%	242.268	21.264.126	2,71	1,87%
14	Pérou	81,21%	279.228	52.537.044	3,82	1,08%
15	Gambie	80,29%	8.818	5.574.975	9,44	3,93%
16	Éthiopie	78,53%	530.253	120.046.287	2,16	2,45%
17	Sénégal	78,07%	133.934	50.869.971	10,04	5,82%
18	Iran	77,17%	723.856	489.587	0,02	0,00%
19	Tchad	76,07%	446.825	18.251.784	3,00	2,58%
20	Maroc	75,17%	200.216	37.662.568	2,85	0,51%
21	Jamaïque	72,82%	10.898	6.198.252	5,36	1,00%
22	Chili	70,00%	243.645	1.727.396	0,48	0,03%
23	Panama	68,35%	44.568	1.546.342	1,28	0,16%
24	Jordanie	68,30%	5.813	12.971.447	11,37	4,97%
25	Burkina Faso	67,82%	168.000	57.498.417	5,76	6,08%

# Notes

- <sup>1</sup> Trois documents de référence étroitement liés et une annexe technique ont été rédigés par Oxfam America pour soutenir le document d'information d'Oxfam International sur les investissements publics dans l'agriculture. Le premier résume les arguments en faveur de l'investissement dans l'agriculture comme stratégie pro-pauvres et examine les fonds assignés au secteur à l'échelle nationale et régionale (M. Smale, K. Hauser, N. Beintema et E. Alpert, 2009, *Turning the Tables: Global Trends in Agricultural Sector Investments*). Le deuxième, en cours de préparation, examine l'Aide officielle au développement dans le secteur de l'agriculture. Le troisième traite des options disponibles pour mobiliser les agriculteurs dans les zones marginales, en ce concentrant davantage sur les options de programme à l'échelle sub-nationale (M. Smale et E. Alpert, « *Making Investments Pay for Poor Farmers: A Review of the Evidence and a Sample of Options* »). L'annexe technique, par K. Sebastian, présente la méthodologie et les données utilisées pour mettre en carte les zones marginales (K. Sebastian, 2009, « *Mapping favorability for agriculture in low and middle income countries: technical report, maps and statistical tables* ». De plus, le Document de discussion d'Oxfam International sur l'agriculture a fait l'objet de nombreuses consultations.
- <sup>2</sup> Sauf indication contraire, le terme « agriculture » englobe la foresterie et la pêche.
- <sup>3</sup> A. Evans (2009) *The Feeding of the Nine Billion*, Londres : Chatham House.
- <sup>4</sup> R.E. Evenson et M. Rosegrant (2003) « The economic consequences of crop genetic improvement programmes », Chapitre 23 in R.E. Evenson et D. Gollin (eds.) *Crop Variety Improvement and its Effect on Productivity: The Impact of International Agricultural Research*, Wallingford, Oxon, Royaume-Uni : FAO and CABI Publishing : 495.
- <sup>5</sup> Calculs des auteurs basés sur les engagements de l'OCDE/CAD, les estimations du soutien aux producteurs et les données de la FAO sur les petites exploitations. Les investissements d'APD des États-Unis et de l'UE par exploitation couvrent la période de 1983 à 2007.
- <sup>6</sup> Données du Comité d'aide au développement de l'OCDE pour l'Aide publique au développement dans le secteur de l'agriculture. Accessible sur le site Web [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac). Note : les chiffres de 2008 n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport.
- <sup>7</sup> Calculs d'Oxfam GB et données de la Bank of Scotland.
- <sup>8</sup> Données de la Banque mondiale et de l'UNESCO.
- <sup>9</sup> M. Karnitschnig « U.S. to Take Over AIG in \$85 Billion Bailout », 17 septembre 2009, consulté sur <http://online.wsj.com/article/SB122165238916347677.html>.
- <sup>10</sup> L'Aide officielle au développement (AOD) est définie comme les flux vers les pays en développement et les institutions multilatérales fournis par des agences officielles, y compris l'État et les instances gouvernementales locales, ou bien par leurs agences exécutives, et dont chaque transaction remplit les conditions suivantes : 1) elle est administrée avec comme principal objectif la promotion du développement économique et le bien-être des pays en développement et 2) elle est de caractère concessionnel et comporte un élément subvention d'au moins 25 pour cent (site OCDE-CAD).
- <sup>11</sup> FIDA (2002) « The Rural Poor », Chapitre 2 du *Rapport sur la pauvreté rurale* FIDA, Rome.
- <sup>12</sup> Diao, X., S. Fan, S. Kanyarukiga et B. Yu (2007) *Agricultural Growth and Investment Options for Poverty Reduction in Rwanda*. Document de discussion 00689 de l'IFPRI. International Food Policy Research Institute. Washington, D.C.
- <sup>13</sup> Ligon, E. et E. Sadoulet (2007) *Estimating the Effects of Aggregate Agricultural Growth on the Distribution of Expenditures*. Document de référence pour le Rapport mondial sur le développement humain 2008.
- <sup>14</sup> Alston, J.M., C. Chan-Kang, M.C. Marra, P.G. Pardey, et T.J. Wyatt. (2000). A MetaAnalysis of Rates of Return to Agricultural R&D: Ex Pede Herculem? Rapport de recherche 113 de l'IFPRI. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C.; Evenson, R. E. (2001) « Economic impacts of agricultural research and extension ». Chapitre 11 in B. Gardner et G. Rausser (ed.), *Handbook of Agricultural Economics*, Volume 1. Elsevier, Amsterdam.
- <sup>15</sup> S. Fan, B. Yu et A. Saurkar (2008) « Public spending in developing countries: Trends, determination and impacts » in S. Fan (ed.), *Public Expenditures, Growth and Poverty: Lessons from Developing Countries*, International Food Policy Research Institute et Johns Hopkins University Press, Baltimore.

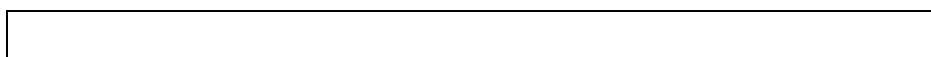
- <sup>16</sup> S. Fan (ed.) *ibid.* En Inde, les routes ont présenté la plus grande rentabilité ; en Chine, l'éducation a eu l'impact le plus marqué sur la réduction du nombre de personnes pauvres en dessous du seuil de pauvreté absolue ; en Thaïlande, l'électricité a occupé la première position ; et en Ouganda, c'est la R&D agricole qui est arrivée, de loin, en tête.
- <sup>17</sup> Heisey, P.W., J. L. King, K. Day-Rubenstein, D. A. Bucks, et R. Welsh (à paraître). *Assessing the Economic and Social Benefits of Public Agricultural Research*. Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture. Pardey, P.G., J.M. Alston, et R. R. Piggott (eds.) (2006). *Agricultural R&D in the Developing World: Too Little, Too Late?* International Food Policy Research Institute. Washington, D.C.
- <sup>18</sup> Maxwell, S., I. Urey, et C. Ashley. (2001). *Emerging issues in rural development: An issues paper*. Overseas Development Institute, Londres.
- <sup>19</sup> Diao, X., P. Hazell, D. Resnick, et J. Thurlow (2007) *The Role of Agriculture in Development: Implications for Sub-Saharan Africa*. Rapport de recherche 153 de l'IFPRI. International Food Policy Research Institute. Washington, D.C.
- <sup>20</sup> Estimation des engagements et du soutien aux producteurs de l'OCDE-CAD pour 2006, consulté sur [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac).
- <sup>21</sup> Oxfam International (2008) 'Double Edged Prices', Document d'information N°121, Oxford : Oxfam International
- <sup>22</sup> Chamberlin, J. (2008) *It's a Small World After All: Defining Smallholder Agriculture in Ghana*. Document de discussion 00823 de l'IFPRI. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C.
- <sup>23</sup> P. Khosla et R. Pearl (2003) *Untapped Connections: Gender, Water, and Poverty*, New York: WEDO
- <sup>24</sup> P. Collier (2007) *Poverty Reduction in Africa*, Centre for the Study of African Economies, Department of Economics, University of Oxford, 2007. Consulté sur <http://users.ox.ac.uk/~econpco/research/pdfs/PovertyReductionInAfrica.pdf>, 5/2/09.
- <sup>25</sup> A. Evans (2009) *op cit.*
- <sup>26</sup> Reid, Hannah (IIED) et Simms, Andrew Simms (directeur des politiques générales, nef), avec Dr Johnson, Victoria (nef) et basé sur les contributions du Groupe de travail sur les changements climatiques et ses partenaires. « Up in smoke? Asia and the Pacific: The threat from climate change to human development and the environment », Cinquième rapport du Groupe de travail sur les changements climatiques et le développement, novembre 2007.
- <sup>27</sup> « Up in smoke? Asia and the Pacific :The threat from climate change to human development and the environment », Cinquième rapport du Groupe de travail sur les changements climatiques et le développement, novembre 2007.
- <sup>28</sup> C. Perez, C. Nicklin, O. Dangles, S. Vanek, S. Sherwood, S. Halloy, R. Martinez, K. Garrett et G. Forbes. *Climate Change in the High Altitude Andes: Implications and adaptation strategies for small-scale farmers*. Manuscrit non publié.
- <sup>29</sup> Oxfam International (2007) 'Adaptation aux changements climatiques', Document d'information N°104, Oxford : Oxfam International.
- <sup>30</sup> Selon l'article « The 10 percent that could change Africa », publié en octobre 2008 dans *Forum*, le magazine en-ligne de l'IFPRI, il a été difficile de mesurer les dépenses budgétaires destinées à l'agriculture et les conclusions varient considérablement. « À cause d'un manque de critères clairs pour l'évaluation et des différentes sources de données, les résultats des rapports tendent à varier en fonction de qui fait les calculs, et comment, ainsi que sur la base de la définition de « dépenses agricoles ». Ainsi, les pays qui observent la déclaration de Maputo varient d'une année sur l'autre. Ce diagramme présente les données les plus récentes disponibles dans le *Rapport trimestriel de l'Unité agricole du NEPAD avril – juin 2008*.
- <sup>31</sup> Bien que les données provenant d'Afrique du Sud montrent que le rôle du secteur privé est plus important en Afrique du Sud, les auteurs signalent que ces données sont aussi sous-estimées. Les données pour l'Amérique latine datent de 1996, dernière année pour laquelle on dispose de données sur les investissements privés. Les données excluent aussi l'Inde et la Chine.
- <sup>32</sup> N. M. Beintema et G.-J. Stads (2008) *Measuring Agricultural Research Investments: A Revised Global Picture*, Note de référence ASTI, Agricultural Science and Technology Indicators Initiative, Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- <sup>33</sup> G.-J. Stads et N. Beintema (2009) *Public Agricultural Research in Latin America and the Caribbean: Investment and Capacity Trends*, Rapport de synthèse ASTI, Agricultural Science and Technology Indicators Initiative, Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).

- <sup>34</sup> N.M. Beintema et G.-J. Stads (2006) *Agricultural R&D in Sub-Saharan Africa: An Era of Stagnation*, Rapport de référence ASTI, Agricultural Science and Technology Indicators Initiative, Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- <sup>35</sup> S. Pal et D. Byerlee (2006) Inde : « The Funding and Organization of Agricultural R&D - Evolution and Emerging Policy Issues », chapitre 7 in P.G. Pardey, J.M. Alston et R.R. Piggott (eds.), *Agricultural R&D in the Developing World*, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C.
- <sup>36</sup> M. Lipton avec R. Longhurst (1989) *New Seeds and Poor People*, Unwin Hyman, Londres.
- <sup>37</sup> P. Pingali, M. Hossain et R. V. Gerpacio. 2007. *Asian Rice Bowls: The Returning Crisis?* CAB International, Wallingford, Royaume-Uni.
- <sup>38</sup> J. M. Antle et P. Pingali (1994) « Pesticides, Productivity, and Farmer Health: A Philippine Case Study » in *American Journal of Agricultural Economics* 76(3):418-430.
- <sup>39</sup> M. Ali et D. Byerlee (2001) « Productivity growth and resource degradation in Pakistan's Punjab » in E.M. Bridges, I.D. Hannam, L.R. Oldeman, F.W.T. Penning de Vries, S.J. Scherr et S. Sombatpanit (eds.), *Response to Land Degradation*, Enfield NH: Science Publishers: 186-199.
- <sup>40</sup> Calculs d'Oxfam sur la base du Rapport mondial sur le développement humain 2008
- <sup>41</sup> A. Evans (2009) *The Feeding of the Nine Billion*, Londres : Chatham House
- <sup>42</sup> Alex Evans (2009) *op cit.*
- <sup>43</sup> FIDA (2002) 'The Rural Poor.' Chapitre 2 du *Rapport sur la pauvreté rurale*. FIDA, Rome.
- <sup>44</sup> K. Sebastian (2009) *Mapping favorability for agriculture in low and middle income countries: technical report, maps and statistical tables*. Oxfam America, Washington, D.C.
- <sup>45</sup> C. Bertini et D. Glickman *et al.* (2009) *Renewing American Leadership in the Fight Against Global Hunger and Poverty*, The Chicago Initiative on Global Agricultural Development, Chicago: The Chicago Council on Global Affairs: 89.
- <sup>46</sup> Des descriptions plus détaillées des agriculteurs de ces zones et de leurs problèmes figurent dans R. Ruben, J. Pender et A. Kuyvenhoven (2007) « Sustainable poverty reduction in Less-favoured Areas: Problems, Options and Strategies » in *Sustainable Poverty Reduction in Less-Favoured Areas*, sous la direction des mêmes auteurs, CAB International, Wallingford, Royaume-Uni.
- <sup>47</sup> Sebastian (2009) *op cit.* Oxfam définit les zones marginalisées comme des terres agricoles dans les pays à revenu faible et intermédiaire dans lesquelles la période productive est de moins de 150 jours (arides ou semi-arides) ou dans lesquelles le terrain est moins adapté à la culture (plaines de haute altitude, collines et plaines sauvages et hauts-plateaux ou montagnes). Les principaux systèmes agricoles dans les zones marginalisées ont été regroupés sous deux catégories : les hautes terres (y compris les cultures de plantes vivaces/d'arbres, la culture itinérante et les systèmes mixtes de culture en altitude) et les terres arides (y compris les pasteurs nomades, les agropasteurs et les systèmes mixtes pluviaux). Les principaux endroits concernées sont les hautes terres est-africaines, les coteaux d'Amérique centrale et des Andes, les hautes terres asiatiques, les hautes terres semi-humides d'Afrique australe, du Sud-Est asiatique et d'Amérique centrale et les terres arides d'Afrique centrale et australe, d'Asie du Sud, des littoraux de l'Afrique du Nord, du nord-est du Brésil et de la péninsule du Yucatan au Mexique.
- <sup>48</sup> Nous avons exclu l'Europe de l'Est, la Communauté des États indépendants et l'Asie centrale. Ces régions ajoutent 1 pour cent d'habitants de zones rurales et 3 pour cent de terres à nos estimations, mais les options d'investissement pour ces agriculteurs ne sont pas traitées ici.
- <sup>49</sup> C. Larrea et W. Freire (2002) *HRevista Panamericana de Salud Pública*, HVolume 11, Numbers 5-6, May 2002 , pp. 356-364, H Organisation panaméricaine de la santé (OPAS)H.
- <sup>50</sup> C. Nicklin, représentant régional , Andean Community of Practice, Collaborative Crops Research Program, McKnight Foundation. comm. pers. août 2008.
- <sup>51</sup> R. Tripp avec C. Longley, *et al.* (2006) *Self-Sufficient Agriculture: Labour and Knowledge in Small-Scale Farming*, Londres : Earthscan: 10.
- <sup>52</sup> Cette description s'inspire beaucoup de R. Tripp (2006) *op cit.*, N. Uphoff (2002) *Agroecological Innovations: Increasing Food Production with Participatory Development*, Earthscan, UK ; J. Pender (2008) *Agricultural technology choices for poor farmers in less-favoured Areas of South and East Asia*. Occasional Papers 5.

- Knowledge for Development Effectiveness. International Fund for Agricultural Development (FIDA), Rome ; et P. Hazell, R. Ruben, A. Kuyvenhoven et H. Jansen. 2008. « Development strategies for Less-Favored Areas » in E. Bult et R. Ruben (eds.) *Development Economics between Markets and Institutions: Incentives for Growth, Food Security and Sustainable Use of the Environment*, Mansholt Publication Series - Volume 4, Wageningen Academic Publishers, Pays-Bas.
- <sup>53</sup> J. Pontius, R. Dilts et A. Bartlett (2002) *From farmer field school to community IPM: ten years of IPM training in Asia*, Bangkok : FAO ; C. Reij et D. Steeds (2003) *Success Stories in African Drylands, Supporting Advocates and Assessing Sceptics*, Document commandité par Global Mechanisms of the Convention to Combat Desertification, Amsterdam : Center for International Cooperation ; M. Smale et V. W. Ruttan (1997) « How Social Capital Can Enable Technical Change: the Groupements Naams of Burkina Faso » in C. Clague (ed.) *Institutions and Economic Development: Growth and Governance in Less-Developed and Post-Socialist Countries*, Baltimore and London: Johns Hopkins University Press; R. Tripp, avec C. Longley et al. (2006) op cit..
- <sup>54</sup> Oxfam Novib, communication personnelle avec Seng Raw, directeur de Metta, novembre 2008.
- <sup>55</sup> E. Godtland, E. Sadoulet, A. de Janvry, R. Murgai et O. Ortiz, *The Impact of Farmer-Field-Schools on Knowledge and Productivity: A Study of Potato Farmers in the Peruvian Andes* (2003), CUDARE Working Paper 963, Berkeley, Californie : Department of Agricultural & Resource Economics, Université de Californie, Berkeley.
- <sup>56</sup> Hamado Tapsoba, (comm. pers.), Sahelian Community of Practice, Collaborative Crops Research Program, McKnight Foundation, mars 2009.
- <sup>57</sup> M. Smale, L. Diakité et H. Jones. 2008. *Enhancing the Capacity of Sahelian Farmers to Manage their Millet and Sorghum Genetic Resources: A Econometric Analysis of Project Impacts*. Project Report. International Fund for Agricultural Development, TAG 696.
- <sup>58</sup> R. Tripp avec C. Longley, *et al.* (2006) *op cit.*
- <sup>59</sup> Arcand, 2004 in Mercoiret et Mfou'ou, *Rural Producers Organizations for Pro-poor Sustainable Agricultural Development Paris Workshop, Rural Producer Organizations (RPOs), empowerment of farmers and results of collective action*, October 2006. Disponible sur [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org).
- <sup>60</sup> Awasthi, U.S., « Resurgence of co-operative movement through innovations », *Co-op Dialogue*, 11(2):21-6, 2001.
- <sup>61</sup> E.g. Ortmann et King, 2007 ; Stringfellow *et al.* 1997 ; Shepherd, 2007.
- <sup>62</sup> M. Smale, L. Nagarajan et M. Cohen (2009) *Local Seeds, Local Markets: Rising Food Prices and Small Farmers' Access to Seed*. IFPRI Issue Brief 57. International Food Policy Research Institute, Washington, D.C. ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2009) *Seeds, Diversity and Development*. [Hhttp://www.fao.org/economic/esa/seed2d/projects2/marketsseedsdiversity/projectam/en/H](http://www.fao.org/economic/esa/seed2d/projects2/marketsseedsdiversity/project/am/en/H). Consulté le 19 avril 2009.
- <sup>63</sup> C. Longley, L. Nagarajan, T. Boye, I. Maizama, A. Boubacar, A. Y. Aboubacar et I. Kassari (2009) *Enhancing Seed Systems and Dissemination of New Varieties in Niger*. Avant-projet de manuscrit. International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (ICRISAT), Nairobi.
- <sup>64</sup> [Hhttp://www.icrisat.org/Media/2006/media8.htm](http://www.icrisat.org/Media/2006/media8.htm).
- <sup>65</sup> Les « cultures orphelines » sont des cultures qui 1) sont abondantes au niveau local mais pas au niveau mondial en termes de surface cultivée, 2) sont connues en termes pratiques par les agriculteurs et autres utilisateurs, mais relativement peu connues des scientifiques, 3) présentent une utilisation limitée par rapport à leur potentiel économique. Du fait de leur importance « mineure » dans les échanges commerciaux, elles ont été « oubliées » par les organismes de recherche agricole publics comme privés.
- <sup>66</sup> Gurung, C. « The role of women in the fruit and vegetable supply chain in Maharashtra and Tamil Nadu, India: The new and expanded social and economic opportunities for vulnerable groups task order under the Women in Development IQC », Washington, DC, US Agency for International Development, 2006 in *Gender in Agriculture Source Book, Banque mondiale 2009*.
- <sup>67</sup> A. Giuliani (2007) *Developing Markets for Agrobiodiversity: Securing Livelihoods in Dryland Areas*, Londres : Earthscan and Bioversity International.
- <sup>68</sup> Cette section s'inspire de G. P. Gruère, A. Giuliani et M. Smale (2008) « Marketing underutilized plant species for the poor: a conceptual framework » in A. Kontoleon, U. Pascual et M. Smale (eds.) *Agrobiodiversity Conservation and Economic Development*. Londres : Routledge.



- <sup>69</sup> G. L. Nagarajan et E. D. I. Oliver King (2008) The role of collective action in the marketing of underutilized plant species: Lessons from a case study on minor millets in South India. *Food Policy* (sous presse) doi : 10.1016/j.foodpol.2008.10.006
- <sup>70</sup> C. Barrett, comm. pers.
- <sup>71</sup> Morduch, Jonathan & Sharma, Manohar, 2001. « Strengthening public safety nets », Documents de discussion 122 FCND, International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- <sup>72</sup> J. Farrington, R. Slater et R. Holmes (2004) *The Search for Synergies between Social Protection and Livelihood Promotion: The Agriculture Case*, document de travail de l'Overseas Development Institute (ODI).
- <sup>73</sup> Dans le contexte de l'Afrique de l'Est et australe, Jayne et al. (2003) identifient les agriculteurs possédant moins de 0,1 ha comme « presque sans terre », ce qui veut dire qu'en dessous de ce seuil il est peu probable qu'une petite exploitation puisse subvenir à ses propres besoins au moyen de la seule production agricole. T.S. Jayne, T. Yamano, M. Weber, D. Tschirley, R. Benfica, A. Chapoto et B. Zulu (2003) Smallholder income and land distribution in Africa: Implications for poverty reduction strategies. *Food Policy* 28: 253–275.
- <sup>74</sup> J. Pender (2008) *op cit.*
- <sup>75</sup> R. Tripp avec C. Longley, *et al.* (2006) *op. cit.*
- <sup>76</sup> Quisumbing, Agnes R., Lawrence Haddad et Christine Peña. 1995. « Gender and Poverty: New Evidence from Ten Developing Countries » Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper No.9, International Food Policy Research Institute, décembre.
- <sup>77</sup> C. Doss (2001) Designing agricultural technology for African women farmers: Lessons from 25 years of experience. *World Development* 29 (12): 2075-2092.
- <sup>78</sup> E.g., C. R. Doss et M. Morris (2001), How does gender affect the adoption of agricultural innovations? The case of improved maize technology in Ghana. *Agricultural Economics* 25: 27-39; C. Gladwin (1992) Gendered Impacts of Fertilizer Subsidy Removal Programs in Malawi and Cameroon, *Agricultural Economics* 7:141-153.
- <sup>79</sup> A.D. Alene, V. M. Manyong, G.O. Omany, H.D. Mignouna, M. Bokanga et G.D. Odhiambo (2008) « Economic Efficiency and Supply Response of Women as Farm Managers: Comparative Evidence from Western Kenya », *World Development* 36(7): 1247-1260.
- <sup>80</sup> Rapport mondial sur le développement humain 2008 : L'agriculture au service du développement, p. 127 (version anglaise), disponible sur [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org).
- <sup>81</sup> Oxfam International « Trading Away our Rights: Women Working in Global Supply Chains », août 2004. Accessible sur [www.oxfam.org/en/policy/report-042008-labor](http://www.oxfam.org/en/policy/report-042008-labor)
- <sup>82</sup> P. Hazell et al.(2008) *op cit.*
- <sup>83</sup> T. Reardon et A. Gulati (2008) *The Supermarket Revolution in Developing Countries: Policies for Competitiveness with Inclusiveness*, IFPRI Policy Brief 2, Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- <sup>84</sup> Rosenbusch, Kitinoja et Tracy « Appropriate Postharvest Technology for Africa: 8 Simple tools and techniques », *Global Cold Chain Alliance et World Food Logistics Organization*.
- <sup>85</sup> Rapport mondial sur le développement humain 2008 : L'agriculture au service du développement, p. 126 (version anglaise), disponible sur [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org).
- <sup>86</sup> « Empowering Women: The Key to Achieving the Millennium Development Goals » *International Women's Day Backgrounder*, 2003. Accessible sur : <http://www.un.org/events/women/iwd/2003/background.html>
- <sup>87</sup> Thirtle, Colin, Irz, Xavier, Lin, Lin, McKenzie-Hill, Victoria et Wiggins, Steve « Relationship between changes in agricultural productivity and the incidence of poverty in developing countries », rapport n°7946 27/02/2001 de DFID.
- <sup>88</sup> J. Chamberlin (2008) *op cit.*





© Oxfam International juin 2009

Ce document a été rédigé par Emily Alpert, Melinda Smale et Kelly Hauser avec l'assistance de Nienke Bientema et Javier Pérez. Oxfam remercie Kimberly Pfeifer et Joyce Kortland de l'assistance qu'elles ont apportée à la production de ce document. Il fait partie d'une série de rapports écrits en vue de contribuer au débat public sur des questions de politique générale en matière de développement et d'assistance humanitaire.

Le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagnes, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Le titulaire des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type lui soit signalée, à des fins d'évaluation de l'impact. Pour le copier dans d'autres contextes ou pour le réutiliser dans d'autres publications, ou encore pour le traduire ou l'adapter, l'autorisation préalable devra être obtenue et un paiement devra éventuellement être versé. Veuillez envoyer un e-mail à [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour obtenir un complément d'information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un e-mail à [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Les informations contenues dans la présente publication sont correctes au moment de mettre sous presse.



**Oxfam International**      [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam America ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)); Oxfam Australia ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)); Oxfam-in-Belgium ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)); Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)); Oxfam France - Agir ici ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)); Oxfam Germany ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)); Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)); Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)); Intermón Oxfam ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)); Oxfam Ireland ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)); Oxfam New Zealand ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)); Oxfam Novib ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)); Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une affiliation complète :

Fundación Rostros y Voces (México) ([www.rostrosyvoces.org](http://www.rostrosyvoces.org))

Oxfam Japan ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))

Oxfam India ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)

Email : [ucodep-oi@oxfaminternational.org](mailto:ucodep-oi@oxfaminternational.org)

Pour de plus amples renseignements, veuillez téléphoner ou écrire à l'une des agences ou rendez-vous sur le site Web [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

E-mail : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)